

# solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 5 (1120) 31 janvier 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

12 – 13

## Tous avec Clabecq pour l'emploi



Les travailleurs de Clabecq sont décidés à nouveau à lancer le mouvement, cette fois pour l'emploi. Soutenez-les ! Tous à la manifestation du 3 février à Clabecq à 9h.

8

**SNCB :**  
repartir en grève,  
une urgence

10 - 11

**Gérard de Sélys :**  
«Privatisations,  
le casse du siècle»

16

**Un couple basque**  
extradé de Belgique,  
torturé en Espagne ?



Contre toute privatisation ! Refinancez avec l'argent des riches ! Un calicot du PTB-Gand.

## Le personnel communal de Gand en lutte depuis six semaines

Dirk Goemaere et Marleen Van Maercke

A la ville de Gand (coalition socialiste-libérale), une page d'histoire est en train de s'écrire. Depuis le 12 décembre, sans discontinuer, le personnel communal lutte contre les plans de privatisations introduits par le libéral Serraes.

Les manifestations pendant les heures de bureau réunissent jusqu'à mille personnes. Prélude à une vaste mobilisation contre la privatisation des autres services publics ?

# Guérilla contre la privatisation

### Libéraux et socialistes participent à la vente des services communaux

Dès que le personnel a appris que les journées de travail en supplément ne seraient pas récupérées et qu'il devrait même venir travailler le samedi, il est immédiatement passé à l'action. Une fois le mouvement enclenché, il a élevé ses revendications. «C'est tout le plan Serraes qui doit partir, il veut poursuivre la privatisation et organiser le reste des services à la mesure du privé. Nous ne nous sommes pas occupés des gens du service de voirie (privatisé dans Ivago). Maintenant, c'est le tour des nettoyeuses. Nous ne pouvons pas continuer ainsi», nous dit un délégué CCSP au cours de la manifestation.

Le tout nouvel échevin du personnel, Serraes, un libéral (VLD), est un partisan fanatique des privatisations. Il affirme n'exécuter que l'accord de gestion communale "1995-2000" signé par la coalition SP-VLD. Cet accord définit 14 services qui doivent être privatisés, supprimés ou "rendus autonomes". Le SP a participé à son élaboration et l'a signé.

### Dans le privé, on travaille trois fois plus

En dépit des slogans sur la défense des services publics, le SP a déjà réalisé d'importants projets de privatisation à Gand. Il y a dix ans, la coalition dirigeante de l'époque CVP-SP a vendu les EGW (services communaux pour l'électricité, le gaz et l'eau) à EBES, une filiale de la Société Générale. D'où la

perte de mille emplois.

Le précédent collège, déjà SP-VLD, a décidé de privatiser le service de voirie et de créer Ivago qui a repris ce département. Celui-ci était le bastion syndical des services communaux gantois. Avec la privatisation, la Ville voulait réaliser d'une pierre deux coups : faire un cadeau au privé et se débarrasser des délégués combattifs.

A l'époque, on ne savait pas clairement ce qui attendait le reste du personnel communal. Après des mois de lutte au printemps 1995, un compromis a été trouvé : la privatisation aurait lieu, mais le personnel pourrait choisir de rester dans les services communaux ou de passer au privé avec un salaire plus élevé. Cette perspective n'a séduit que 79 personnes. Les 250 restants sont restés dans le service public. C'est 3 travailleurs sur 4 !

Les ouvriers ont eu peur des inconvénients du privé : perte du statut, flexibilité, évaluations sévères, examens, etc. A juste titre, on s'en rend compte maintenant. A Ivago, les employés travaillent trois fois plus : deux travailleurs ramassent 20 tonnes de déchets par jour, soit 10 tonnes en moyenne par personne; avant, il en fallait 4 pour 12 tonnes, soit 3 par personne. Avant, le travail était terminé le matin, maintenant, il arrive que des camions de ramassage circulent encore à 23h30 ! Et pourtant, la journée de travail débute à 7h15... Tous cherchent maintenant un autre travail.



"Stop à la privatisation des services communaux restants !"

Ces dernières semaines, les actions se sont portées contre la sous-traitance des dix nettoyeuses de la maison communale. L'accord de gestion communal prévoit que les nettoyeuses seront mises en sous-traitance "par phases". Chacun a bien compris que tout le monde était menacé. Les 590 nettoyeuses à la commune et dans les écoles se sentent visées. Mais, en outre, 14 autres services sont radiographiés par des bureaux d'audits extérieurs. Les musées, les services des sports et de loisirs, par exemple, reçoivent une enveloppe pour se

gérer de façon autonome. Les corbillards et la pépinière du service des plantations pourraient être fermés et cédés au privé.

### Tout le monde menacé

Chaque fois, le collège communal prétend qu' "aucun ouvrier communal ne perd son emploi" dans l'opération. C'est faux. D'abord, les contractuels sont bel et bien licenciés. Ensuite, les conditions de travail dans le privé sont dégradées : pour un même travail, les employés doivent accomplir

davantage. L'exemple d'Ivago le montre : la hausse de la productivité se réalise à travers une réduction du personnel. Enfin, la concurrence dans le privé oblige les firmes à réduire toujours plus leurs effectifs pour rivaliser avec les autres sociétés de services.

Tout le monde se rend bien compte qu'il y aura un nouveau plan de restructuration : en 2000, la ville de Gand sera en déficit de 4 milliards. C'est pourquoi le SP et le VLD ne parviennent pas à calmer les esprits.

## Le secrétaire CCSP Freddy Wyckhuysse : «Ils nous mettent le dos au mur»

**Six semaines de guérilla contre les privatisations, comment cela a-t-il démarré ?**

**Freddy Wyckhuysse.** Dès que le nouveau collège a été installé, il y a eu une note politique avec des mesures décidées encore par l'ancien collège. A l'époque, le socialiste Bogaert était échevin du personnel. Il y a deux ans, les nettoyeuses ont aussi mené des actions contre le travail en équipe. C'est à ce moment là que tout a commencé. Serraes, suivant les principes du VLD, a attaqué la fonction publique. Il voulait sous-

traiter tout ce qui n'appartenait pas au "noyau" du service public. Ce qui a été traduit dans la note politique. C'est ce que nous expliquons aux gens. Le SP fait toutes sortes de détours pour expliquer leur position. Mais c'est indéniable, ils ont signé l'accord. Ce qui se passe maintenant est tout à fait contre mes principes.

**Le SP et le VLD tentent de contraindre les syndicats à la négociation alors qu'ils continuent d'exécuter leurs plans.**

**Freddy Wyckhuysse.** Je ne peux

pas accepter la critique du SP qui nous dit que nous devons négocier au lieu de mener des actions. J'ai dit un jour à Serraes : «Monsieur l'échevin, chaque fois que nous sortons d'ici, nous devons céder quelque chose. Où y a-t-il eu négociation ?».

Le SP et le VLD sont en train d'écrire un nouveau statut, mais un qui les arrange entièrement. Un millier de membres du personnel vont maintenant recevoir un questionnaire du bureau d'audit Van Dijk, avec des questions du

genre "Pensez-vous que votre travail pourrait être mieux fait par quelqu'un d'autre ?"...

**Que prévoyez-vous pour les jours à venir ?**

**Freddy Wyckhuysse.** Nous avons fait un nouveau tract, disant que nous n'acceptons pas le plan. Nous ne pouvons certainement pas dire "Ces 10 nettoyeuses, c'est passé". Nous devons montrer les dents. Je commence à me demander si nous devons encore aller à la concertation sociale, si nous devons continuer à accepter

l'attitude du collège ?

**Maintenant que le collège va plus loin, le moment n'est-il pas venu de passer à la grève ?**

**Freddy Wyckhuysse.** La base doit en décider, mais alors il faut que ce soit un succès.

Nous pourrions, par exemple, aller au centre administratif et l'occuper.

Nous devons mener des actions structurelles, nous avons beaucoup de bons militants qui sont certainement motivés pour mener de telles actions.



Les nettoyeuses au coeur de la lutte depuis le début.

## «Je renvoie ma carte du SP»

### Dégoût : un bourgmestre SP vend son personnel !

«Salaud, vous êtes socialiste ? Vous êtes notre bourgmestre ? Vous vendez votre propre personnel. Nous penserons à vous quand il y aura des élections...». Les 200 travailleurs communaux n'en croient pas leurs oreilles. A la session spéciale du conseil communal du 23 janvier, le groupe SP au complet vient d'approuver la privatisation du service d'entretien de la maison communale, après des semaines de protestations. Les larmes aux yeux, une nettoyeuse boutonne sa veste : «Je suis membre du parti depuis ma jeunesse. Nous faire maintenant une chose pareille !» Son amie renchérit : «La semaine passée, mon mari et moi avons encore renouvelé notre cotisation, 1.200 francs. Je renvoie ma carte du parti !» «Pour qui devons-nous voter maintenant ?».

Le SP prétend qu'il approuve les privatisations "sous la pression de Serraes". Mais le SP se serait-il opposé aux privatisations s'il n'y avait pas eu de coalition avec les libéraux ? Certainement pas ! Face aux "actions de guérilla" du personnel gantois, le SP a fait connaître clairement ses positions. Danny Van De Wynckel, chef de groupe SP, explique : «Si la réponse de Serraes à propos du plan global d'entretien nous satisfait, nous approuverons la privatisation. Nous voulons que le calme revienne parmi le personnel. Par notre attitude, nous faisons aussi pression sur Serraes. Nous ne divergeons pas sur le contenu, car

nous avons approuvé l'accord de gestion communal», dans lequel figure le principe de privatisation (1).

Marina Hoornaert, conseillère communale SP, anciennement présidente de la commission des femmes de la FGTB et médiatrice de profession, a précisé ce point dans une longue déclaration au conseil communal du 23 janvier : «Nous avons des problèmes non pas avec ce qui figure dans le texte (plan Serraes) mais avec la manière de l'exécuter, avec le style de l'échevin Serraes. La sous-traitance n'est pas contraire aux principes socialistes. Avant, les socialistes étaient partisans d'un maximum de services publics, ce qui s'accompagnait parfois d'une certaine rigidité bureaucratique. Il faut aussi un nouveau statut des fonctionnaires, comme dans les pouvoirs publics régionaux flamands. Les utilisateurs sont de plus en plus émancipés. Vu les circonstances économiques actuelles notamment, nous devons nous orienter vers une autonomie croissante de certains services publics».

Dans son intervention, le libéral Serraes a souligné un peu plus tard : «Je souscris entièrement à la philosophie de Marina Hoornaert». Car il ne s'agit pas seulement du nettoyage : le SP soutient aussi tous les autres projets de privatisation qui sont encore dans leur phase embryonnaire. Danny Van De Wynckel annonce : «Le groupe SP a la plus

grande confiance dans les audits. S'il ressort de ceux-ci que la pépinière peut être meilleur marché que ce qu'elle n'est actuellement, elle sera mise en sous-traitance. Pour le reste, on discute. Avec les audits, nous aurons une base sur laquelle nous appuyer. Pour les privatisations actuelles, Serraes ne s'appuie que sur l'accord de gestion communal» (1).

#### Arguments scientifiques pour écraser les délégués

Pour passer à la seconde vague de privatisations sans agitation sociale, les échevins communaux tentent d'écraser les délégués sous les arguments scientifiques. Pas étonnant donc que tous les membres du SP sans exception aient voté en faveur de la privatisation. Ils ont même eu le culot de faire durer la séance de lundi soir jusqu'à 23h30, alors que 500 personnes attendaient dans la rue, par un froid de canard. Pourtant, le lendemain, il y avait à nouveau 200 personnes devant l'hôtel de ville. Ceux qui avaient espéré que, pendant ces débats, il y aurait quelqu'un pour défendre les services publics ont dû déchanter. Seul le PTB lutte pour la défense des services publics et leur refinancement grâce à l'argent des riches.

(1) De Gentenaar, 19 janvier 1996.

## Agalev couvre le SP

Agalev a introduit une "motion de défiance contre Serraes". En fait, il ne s'agit nullement de s'opposer à la privatisation. Certes, le parti écologiste est "contre la privatisation pour la privatisation". Mais son objection principale est qu'il «n'a pas une idée précise du coût global du "projet de sous-traitance" (comme l'appelle le SP !) et qu'il ne sait pas si la sous-traitance reviendra moins cher». Il accepte les lois du libre marché qui jette le service public dans la concurrence. Il ne se range pas derrière les revendications du personnel, qui repousse en bloc le plan Serraes. Au contraire, Agalev prône la "concertation

entre l'échevin et le personnel". Il se dresse même contre le personnel. En effet, il critique le fait qu'alors que les travailleurs de la voirie étaient encouragés à rejoindre Ivago, la firme privée, "250 membres du personnel ne sont pas passés et qu'il n'y avait que 150 emplois vacants à la ville. La création de nouveaux emplois a représenté un surcoût énorme pour la ville» (Het Volk, 25 janvier 1996).

Avec sa motion de défiance, Agalev braque tout sur la personne de Serraes, dissimulant ainsi le fait que lui-même et le SP soutiennent dans les faits les privatisations.

## Vlaams Blok satisfait

Si le Vlaams Blok sourit ironiquement des "virages du SP", c'est pour gagner ainsi la sympathie des travailleurs communaux. Eux aussi sont des partisans fanatiques des privatisations, ce qu'ils taisent prudemment maintenant. A Anvers, le Vlaams Blok organise des dîners avec les patrons du port. Dans leur document de base "La politique portuaire en Flandre, la vision du Vlaams Blok" (1994), il plaide pour «la suppression de l'actuel statut du personnel portuaire» (p. 22);

«une réduction du personnel, la sécurité de la fonction ne fera plus partie du statut» (p. 33); «de nouveaux engagements uniquement sur base contractuelle, un statut de fonctionnaire est beaucoup trop cher et trop peu flexible, dans une entreprise moderne, c'est un anachronisme inutile» (p. 25).

N'oublions pas non plus que le Vlaams Blok a fait des propositions poussées pour s'attaquer à l'influence syndicale et interdire les grèves !

## Déjà 3 fois privatisé

Il y a dix ans, les services communaux pour l'électricité, le gaz et l'eau (EGW) ont été privatisés. Mille emplois sont passés à la trappe et la pension obligatoire à 60 ans a été introduite. Un ouvrier communal raconte : «Il y a dix ans, je travaillais à l'EGW. Une coalition CVP-SP dirigeait la ville. Nous avons été vendus à Ebes

(filiale de la Générale - ndlr). J'ai pu rester aux services communaux et je me suis retrouvé au service de nettoyage. L'an passé, celui-ci a aussi été vendu au privé. Maintenant, je suis aux garages communaux. L'accord d'administration prévoit que la ville va aussi s'en débarrasser... J'ai gardé mon emploi, mais je ne suis certainement pas rassuré».

## Le PTB s'oppose à toute privatisation

- Le PTB s'oppose à toute privatisation et exige le refinancement des services publics par les riches.
- Le PTB a une alternative qui reprend 500 milliards par an aux entreprises et aux banques. Actuellement, nous organisons à ce sujet un "référendum du travailleur" à travers tout le pays, aussi bien dans le privé que dans les services publics.
- Les services privatisés, comme Ivago et le nettoyage du centre

administratif, doivent réintégrer les services communaux publics.

- Contre toute forme de privatisation.
- Pas de privatisation des services de nettoyage, y compris à la maison communale.
- Arrêt des audits, qui préparent à d'autres privatisations.
- Vers une grève de tous les services communaux.
- Services communaux gantois en lutte pour défendre les autres services publics.

## Interview des nettoyeuses, toujours combattives, qu'il pleuve ou qu'il vente

A toutes les actions, elles sont au premier rang. Ce sont les nettoyeuses de la ville de Gand. Par tous les temps. Les maris, les enfants ou les mannes de linges qui attendent le repassage ne les retiennent pas. Nous les avons interrogées.

**Les nettoyeuses constituent le groupe le plus combatif. Comment cela se fait-il ?**

**Lilly Meuleneers (déléguée CGSP).** Nous mobilisons nos

gens. Chaque délégué donne 20, 30 coups de téléphone pour prévenir les gens qu'il y a des actions. Nous expliquons que la privatisation ne se limitera pas à ces huit nettoyeuses, mais que nous serons les suivantes. Et après nous, les autres services communaux suivront.

**Vous attendiez-vous à ce que le SP approuve les privatisations ?**

**Lilly.** Le SP me déçoit. Ce sont tous

des traîtres. C'est un vrai scandale. Je me sens blessée jusqu'à la pointe de mes orteils. J'ai toujours considéré le SP comme mon parti. Je me sens trahie.

**En quoi les privatisations sont-elles si graves ?**

**Marina (nettoyeuse).** Avant, j'ai travaillé pour une firme privée. Je sais de quoi je parle. A la ville, on tient son boulot jusqu'à sa pension. Dans le privé, c'est déjà

difficile à 30 ans. Je suis venue travailler à la ville parce que j'en avais marre de travailler le soir. Je pouvais juste accueillir mon mari quand il rentrait à la maison et je devais partir travailler. Maintenant, on nous impose à nouveau de travailler le soir.

**Que va-t-il encore se passer ?**

**Tanya (nettoyeuse).** Jusqu'à maintenant, les actions ont été trop molles. Il faudrait des actions plus

musclées. Une manifestation, une grève. On ne peut plus accepter que cela se reproduise comme avec Ivago (1). Ils étaient tout seuls. Nous devons être solidaires.

**Lilly.** La grève. Tout paralyser. Jusqu'à ce que Serraes soit écrasé à son tour. On commence avec quelques jours et on continue jusqu'à ce qu'il cède.

(1) Société de voirie de Gand qui a été privatisée.

## EDITORIAL

A samedi,  
à Clabecq !

Herwig Lerouge

Ce samedi, les travailleurs des Forges manifestent à Clabecq pour défendre leurs emplois. Ils ont appelé les travailleurs de tout le pays à les rejoindre. Le PTB soutient à fond cet appel. Car il ne faut plus laisser se perdre un seul emploi.

Ils mobilisent en premier lieu dans les autres bassins sidérurgiques. Le pire qui pourrait arriver serait que le patronat et les partis bourgeois arrivent à diviser les sidérurgistes en créant l'illusion que le malheur de Clabecq ferait le bonheur de Cockerill Sambre ou de Sidmar.

Le président de la délégation FGTB - Clabecq a répété devant l'assemblée générale des travailleurs qu'ils veulent sauver tous les emplois. Le gouvernement wallon connaît la force des travailleurs de Clabecq et il en a peur. Il mène une guerre psychologique raffinée pour saper leur moral. Il a commandé un audit destiné à prouver scientifiquement la nécessité de supprimer entre 1450 et 1600 emplois. Il fait miroiter une aide financière et se dit à la recherche d'un repreneur. Mais les aides de l'Etat se sont toujours faites aux frais des travailleurs. Cockerill Sambre a obtenu 185 milliards pour liquider 15.000 emplois. Clabecq a déjà reçu dans le passé 500 millions à condition que les ouvriers cèdent 10 % de leur salaire. L'Etat a renvoyé les patrons et nommé un administrateur pour chercher des "synergies" notamment avec Boël. C'est à dire licencier dans les deux entrepises. Manoeuvre pour dresser les sidérurgistes les uns contre les autres. Mais personne n'est dupe.

Avec une franchise cynique, "L'Echo de la Bourse" (26.1) écrit que "cette aimable présentation des choses ne trompe personne et il faudrait un bien improbable miracle pour empêcher de futures et lourdes coupes claires parmi le personnel". Une présence massive à cette manifestation exprimera le soutien à la position de principe des travailleurs de Clabecq : pas une seule perte d'emploi. On en a marre des restructurations. On veut faire payer les patrons.

Mais il est important que les travailleurs des autres secteurs se mobilisent aussi. Enfin une manifestation qui n'est pas organisée pour briser ou prévenir une grève et qui ne risque pas d'être décommandée dans quelques jours. Les cheminots, ceux de Sabena, les services publics et tous les travailleurs du privé peuvent venir y montrer leur mécontentement face à la passivité de leurs dirigeants syndicaux devant les attaques du patronat et du gouvernement. Ils peuvent venir crier que pour sauver l'emploi, la Sécurité sociale et les services publics, ils veulent qu'on aille chercher l'argent là où il se trouve, dans les coffres des banques et des patrons.

## Les dépanneurs du PS

Les trotskistes soutiennent le PS dans sa récupération de l'ISF

**L'impôt sur la fortune (ISF) est à la mode. Au PS, certains voudraient s'en servir pour camoufler leur politique antisociale. Comme toujours, les dirigeants trotskystes du POS appuient avec un verbiage de gauche la démagogie des dirigeants du PS.**

Georges Moreau

Au moment d'entamer le démantèlement complet de la Sécurité sociale, une angoisse étroit les partis socialistes : comment mener à bien cette opération, sans provoquer d'explosion de colère ? Ils cherchent donc à amadouer les directions syndicales en leur offrant une mesure symbolique "contre les riches", une mesure qui donne au moins l'illusion que «l'austérité est équitablement répartie». Et quoi de mieux, pour se forger une image progressiste, que de reprendre à son compte une revendication du programme du PTB, l'impôt sur la fortune ? En la vidant de tout contenu, bien sûr... C'est dans cette optique qu'il faut comprendre certaines déclarations récentes de Philippe Moureaux, de Louis Tobback ou d'Elio Di Rupo. L'une des initiatives les plus marquantes est celle de l'administrateur général des impôts, J.-M. Delporte (PS), qui propose un impôt annuel de un pour-cent sur l'accroissement du patrimoine (et non un pour-cent sur le patrimoine, comme l'écrit Tondeur dans La Gauche), soit environ 0,1 pour-cent effectifs. Cela rapporterait entre 6 et 14 milliards, sans tenir compte de la fraude. A comparer avec les 100 milliards que rapporterait l'impôt de deux pour-cent sur les fortunes au-dessus de vingt millions proposé par le PTB (et nous, nous avons tenu compte de la fraude). La manoeuvre de récupération est transparente. Et pourtant... Voilà qu'un de nos



La revendication avancée par le PTB d'un impôt de 2 % sur les fortunes est reprise de plus en plus par les syndicalistes, comme ici, lors des manifestations contre le Plan global en 1993.

sympathisants reçoit une lettre de F. Slegers et A. Tondeur, dirigeants du POS trotskiste, pour «prendre ensemble une initiative la plus large et pluraliste possible, en appui aux propositions d'impôt sur la fortune». Quelles propositions ? Celles, surtout, de Delporte qui «incarnent les valeurs de justice et de démocratie sociales», «offrent une alternative concrète et immédiate» et «émanent de personnalités crédibles et compétentes». Au même moment, La Gauche (le journal du POS) consacre deux pages de louanges à Delporte.

Sur les traces  
de Chirac  
et de Clinton

Quiconque a dû défendre sur le terrain la revendication d'un véritable impôt sur la fortune, a affronté mille fois l'inévitable question : «et la fuite de capitaux ?» Delporte et nos deux trotskistes croient pouvoir se permettre de ne pas formuler la moindre proposition pour empêcher cette fuite. La résiliation unilatérale des accords européens sur la libre circulation de capitaux, la transformation de tous les titres "au porteur" en titres nominatifs, la fermeture temporaire des frontières, toutes ces mesures qui sont le noeud

d'une lutte radicale contre la fuite de capitaux sont totalement étrangère aux trotskistes. Et pour cause. Ils considèrent en effet que «les risques d'évasion des capitaux sont minimes». C'est donc bien à un impôt purement symbolique qu'ils pensent.

«Il n'y a, écrivent-ils, aucune difficulté technique empêchant d'introduire en Belgique un impôt annuel sur les fortunes, analogue à ce qui existe dans d'autres pays européens (...) Ce type d'impôt existe aussi en Amérique du Nord et au Japon». Les grands pays impérialistes : voilà les exemples à suivre, pour effectuer un "tournant à gauche" à la sauce trotskiste ! Et pourquoi pas la ville de Bâle, en Suisse, célèbre pour ses banques frontalières, et qui prélève 0,575 pour-cent d'impôt sur le patrimoine. Trêve de plaisanterie. Le fait de citer en exemple ces pays capitalistes montre bien la limite que ne veulent pas franchir les responsables trotskystes, la limite de ce qui est "acceptable" et "convenable" dans un pays dominé par le profit et la propriété privée. Or, c'est justement cette limite-là qu'il faut enfin oser franchir ! Un "front" qui ne sert pas à transgresser cette limite est un front pour soutenir la restructuration capitaliste, un front pour

duper encore et encore les travailleurs.

## Au service du PS

Mais il s'agit, rétorquent-ils, de «réunir le maximum de forces, dans tous les milieux», «de permettre une très large unité». Unité avec qui ? «Une série de déclarations récentes de Philippe Moureaux et Louis Tobback, entre autres [les autres, c'est Di Rupo, mais on a la pudeur de ne pas citer le fossoyeur des services publics, ndlr] indiquent que la revendication d'impôt sur les fortunes pourrait se frayer son chemin aussi sur le plan politique. Ce facteur est évidemment très important, dès lors qu'on se fixe pour objectif de rendre l'espoir que des victoires sur le libéralisme triomphant sont possibles.» En avant donc, vers les grandes victoires sur le libéralisme triomphant... avec l'aide de Moureaux, de Tobback et d'Elio Di Rupo ! Ceci montre bien que les différentes cliques trotskistes sont depuis longtemps dégénérées et que leur seule raison d'être est de combattre toute prise de conscience révolutionnaire, de combattre les forces anticapitalistes et communistes et d'offrir au PS des alibis pour imposer la politique meurtrière du grand capital.

## Combattre le capitalisme, système criminel et inhumain

Dans le programme revendicatif du PTB, l'impôt sur la fortune est indissociable du reste. L'essence de notre programme est de récupérer les quelques 600 milliards de revenus annuels volés aux travailleurs et offerts au capital au cours des quinze dernières années. Cela n'est possible qu'en s'attaquant à l'ensemble des revenus et des

sources de revenus du capital : fortunes, revenus mobiliers, bénéfices des entreprises, intérêts sur la dette. Une mesure isolée, qui plus est, une mesure timorée, aura pour seul effet de provoquer quelques glissements dans les structures de portefeuilles. Un peu plus de placements à l'étranger, un peu moins d'immobilier, quelques

nouvelles formes de SICAV... et l'ISF socialo-trotskiste sera bien vite "digéré". Seul un programme d'ensemble et qui soit réellement radical est capable de faire mal aux capitalistes. De plus, n'oublions pas que ce programme sert avant tout à orienter les luttes sociales vers un combat anticapitaliste beaucoup plus

décisif. Un combat dont l'enjeu ne sera plus les bouts de papier, les actions et les obligations qui constituent les titres de propriété du capital. Mais bien le capital lui-même, c'est-à-dire la propriété des usines et des machines. Un combat pour mettre fin à la dictature du grand capital, un combat pour une société socialiste.

## PRL : 6 mois de travail gratuit !

Encouragés par le gouvernement qui veut obliger les travailleurs à bosser pour 150 F de l'heure pour les petits boulots, les libéraux du PRL en rajoutent. Ils veulent introduire le travail obligatoire pour les jeunes qui n'ont jamais travaillé. «Ils se devraient d'accepter un contrat gratuit de six mois à mi-temps, dans une entreprise ou la commune, pendant les neuf mois du "stage d'attente". En cas de refus, ils n'auraient pas droit aux allocations. Le but n'est pas de sanctionner, mais de donner aux jeunes une culture du travail, de les former à des tâches pour lesquelles on ne trouve personne : grutier, machiniste, chauffeur... Les minimexés devraient aussi être disponibles pour des tâches d'intérêt collectif. Ce travail occasionnel serait obligatoire et gratuit.» (Le Soir, 24.1.96)

## Kohl : honoris causa ?

L'Université Catholique de Louvain entend consacrer le chancelier allemand Kohl docteur honoris causa le 2 avril. Herr Kohl, c'est le symbole de la réunification impérialiste de l'Allemagne et de l'expansion en Europe de l'Est. Ainsi, il a jeté les Balkans dans la guerre en poussant Croatie et Slovénie à la sécession. Il est aussi le moteur de l'unification européenne et du traité de Maastricht. Sa politique anti-réfugiés est ultra-répressive. Il y a cinq ans, il déclarait : «Par l'afflux des réfugiés, on a franchi la limite de l'intolérable». MML, organisation étudiante du PTB, a lancé une pétition contre cet hommage au «dirigeant du 4ème Reich». Il propose, en alternative, de conférer cette distinction à Chris De Stoop pour sa ferme dénonciation de la politique anti-réfugiés de la Belgique et de l'Allemagne.



Frontières Ouvertes a manifesté à nouveau, cette fois sur le quai 424 du port d'Anvers contre les déportations.

# L'action Elise D. ça continue !

### Les expulsions pas encore annulées

**Le 24 janvier, le ministre socialiste de l'Intérieur Vande Lanotte a décidé de déporter deux des quatre clandestins survivants de l'Elise D par le même navire ! La protestation de Frontières Ouvertes a empêché cela.**

Enrico de Simone

Georges Amoo, ghanéen de vingt ans, a été mis dans le plus grand secret dans un avion pour Accra le 22 janvier. Depuis, on est sans nouvelles de lui. Le jeune Ghanéen de 14 ans, Eric Duncan est toujours détenu à Melsbroek. Pour empêcher l'expulsion de Tommy Tucker et de Julius Buyu vers la Sierra Leone, Frontières Ouvertes s'est rendu, avec une vingtaine de personnes au quai 424 du port d'Anvers. La solidarité des dockers les a encouragés. Ils étaient indignés

qu'on embarque les deux réfugiés sur ce navire de la mort. Un docker a collé une affiche, un autre a raconté comment l'été dernier une grue s'est effondrée et un grutier a été tué sur le coup. La vie d'un travailleur, ici ou dans le tiers monde, ne compte pas pour le capitalisme. Vande Lanotte prétend que les réfugiés ne courent aucun danger dans leur pays. Un Togolais nous montre un journal de son pays : «Dans les villages le long de la frontière entre Ghana et Togo, il y a en permanence des raids militaires contre les jeunes

revenus d'exil» (Nyawo, novembre 95). En juin dernier, le gouvernement togolais et le Haut-Commissariat aux Réfugiés ont signé un accord sur les rapatriements. Le ministre togolais Sagbo trouvait qu'il y avait assez de garanties, mais les journaux d'opposition affirmaient le contraire.

Sous la pression, on a finalement décidé que les deux hommes ne retourneraient pas par bateau, mais par avion. L'expulsion du jeune de 14 ans a été suspendue jusqu'au 29 janvier suite à l'appel introduit par l'avocat Fermon.

**Frontières Ouvertes continue l'action.** Vous êtes tous bienvenus, mercredi 31 janvier à 15 h, Office des Etrangers, 150 bd Jacquain à Bruxelles.

## EN BREF

### 700 manifestants contre le 127 bis et Vande Lanotte

700 antiracistes ont formé une chaîne humaine avec des flambeaux, autour du centre 127bis à Steenokkerzeel, le samedi 27 janvier. Ils protestaient contre les atteintes au droits d'asile. Dans les environs, c'était l'état de siège avec la présence massive de gendarmes armés avec des chevaux, des chiens et des canons à eau. Les manifestants ont crié des slogans comme "Tobback Gestapo", "Enfermez Vande Lanotte" en "A bas le SP". Un débat a suivi à la VUB. Un des participants, Frank Caesstecker, historien à l'université de Gand, a été poliment interdit de parole par son patron, le prof. Mark Bossuyt, du VLD et secrétaire général du Commissariat aux Réfugiés.

### Les gendarmes profitent des réfugiés

Tobback et Vande Lanotte "justifient" leur politique d'expulsions avec l'argument que beaucoup de réfugiés viennent ici pour "profiter du CPAS". Comment pourrait-on "profiter" d'une allocation de 14.000 à 20.000 F quand plus de la moitié est déjà consacré au loyer ? Le terme "profiter" pourtant bien indiqué pour qualifier les pratiques des «107 gendarmes de la brigade de l'aéroport à Zaventem qui font actuellement l'objet d'une enquête, pour s'être enrichis lors des escortes des réfugiés déportés vers le Sénégal, le Ghana, le Nigeria, le Maroc et le Zaïre. Chaque gendarme reçoit un remboursement de frais de 30.000 F par voyage. Cet argent est destiné aux hôtels et aux repas. Le surplus est partagé en douce, ou sert à acheter sur place des prostituées pour 600 F.» (Het Volk, 19 janvier 1996) Et, comble du racisme, «les frais les plus importants sont frauduleusement inscrits comme "corruption de la police dans les pays africains".» (idem)

### Di Rupo "motive" la direction de Belgacom

Les dirigeants du PS et du SP ont privatisés les entreprises publiques depuis 1992 à un rythme qui rend Verhofstadt jaloux. Le livre du journaliste de la RTBF Gérard de Selys (p. 10-11) montre comment les travailleurs sont sacrifiés en perte d'emplois et services plus coûteux. Mais d'autres en ont bien profité. Ainsi le gouvernement a annoncé, le 6 avril 1995, que la nouvelle direction de Belgacom, dont John Goossens, l'ancien PDG de Bell-Alcatel, recevra comme "stimulant" un pour-cent des parts de la société. «La moitié des parts de Belgacom a été vendue pour 73 milliards de francs. Un pour-cent du total s'élève donc à 1,4 milliards de francs de parts. Ce qui signifie que chaque membre du comité de direction pourra compter sur une part de 60 à 100 millions de francs. Di Rupo justifie cette décision dans le cadre de la motivation pour la gestion de l'entreprise.» (De Morgen, 19/1/96) Le versement à la direction s'est élevé plus que prévu car les parts d'Ameritech achetées par Belgacom ont coûté plus cher que prévu. Mais «il était invraisemblable que Goossens porte atteinte à la "prime de motivation" et laisse tomber sa direction.» (idem) Pendant que les ministres "socialistes" programment des attaques contre les salaires et d'autres impôts contre les travailleurs, ils gavent leurs amis capitalistes de dizaines de millions. C'est que ces messieurs ont davantage besoin d'être "motivés" pour travailler que les simples gens.

## Transferts Flandre-Wallonie démentis

### La Wallonie plus économe dans les soins de santé !

Kris Merckx

Les Wallons qui transfèrent des milliards de la Sécu de Flandre en Wallonie ? Un mythe. Le troisième rapport de Michel Jadot, président du Conseil général de l'INAMI, établit pour la première fois la consommation médicale par personne et par arrondissement. Il indique également l'âge, la position sociale (les revenus notamment) et le logement, facteurs qui influencent la santé. Qu'en ressort-il ? La différence de consommation de soins ne suit pas une ligne de partage Nord-

Sud mais Est-Ouest. On devrait plutôt parler de "transferts" provinciaux que régionaux. Ainsi, les Flandres Occidentale, Orientale et le Hainaut consacrent beaucoup d'argent aux soins de santé, alors que Liège, le Luxembourg, Anvers et le Limbourg sont économes. Tenant compte de l'état de santé des gens, la Wallonie est davantage économe. En 1993, la Wallonie consommait 792 millions de francs de moins (sur un total de 350 milliards de francs de dépenses maladie). La Flandre affichait une "surconsommation" de 630 millions et Bruxelles

de 250 millions. (1) Une étude du professeur de la KUL Paul Van Rompuy, Spinnewijn et Pacolet confirment ces données. Bien que chargés par le gouvernement flamand, ils reconnaissent que «presque tous les transferts de Sécurité sociale sont explicables par des raisons objectives. Si une partie n'est pas justifiable, elle serait plus la conséquence d'une offre médicale trop importante que d'une surconsommation par les patients.» (2) Ces constatations vont à l'encontre des nationalistes d'extrême droite du "Comité d'action

pour la Sécurité sociale flamande" qui ont tenu un meeting le 10 mars à Anvers pour la scission de la Sécu. Ces récentes études renforcent la position de Dehaene et d'Herman Van Rompuy qui plaident au CVP pour que la discussion sur la communautarisation d'une partie de la Sécu soit reportée après 1998. Un tel débat risquerait de mettre en danger la "réforme" fondamentale — lisez démantèlement — de la Sécurité sociale. Ce qui est maintenant la priorité.

1. De Morgen, 25 janvier 1996.  
2. Le Soir, 29 janvier 1996.

## EN BREF

### Services publics : grève suspendue, ça grogne

«Les pseudo-technocrates de la CGSP ont trahi la lutte entamée, leur mandat et le peu de confiance qui restait en eux», déclare Robert Manchon, de la CGSP-enseignement, Bruxelles.

Le comité régional intersectoriel de la CGSP de Charleroi constate «qu'aucune garantie formelle quant aux préoccupations des travailleurs des services publics n'a été clairement établie.» Jean Marie Ansciaux (CGSP-enseignement) va plus loin : «Nous estimons que le contenu des textes remis par Dehaene et les autres niveaux de pouvoir n'est pas positif, permet toutes les interprétations et qu'il n'y a aucun engagement sérieux de leur part, même pas au niveau de l'emploi. On parle de la redistribution du temps de travail, mais on omet d'ajouter avec embauches compensatoires et sans réduction de salaire. (...)

Ily aura une évaluation, et si dans un mois, il y a une majorité qui se dégage à la CGSP pour estimer que le gouvernement essaye de faire tourner les choses en longueur ou nous roule dans la farine, je suppose qu'à ce moment là, ceux qui ont accepté de suspendre le mot d'ordre de grève demanderont à ce qu'il soit redéposé.»

### Damilot :

#### «Une coquille vide»

José Damilot, président de la CGSP-cheminots, s'est aussi opposé à la suspension de la grève. «Le document qui nous a été soumis en Comité A est un document auquel tout le monde peut souscrire, déclare-t-il. Même Étienne Schouppe peut le signer, tout en appliquant le plan Horizon 2005. C'est une coquille vide qui permet à tout le monde de faire n'importe quoi. Qui oserait aujourd'hui dire qu'il est opposé à la spécificité des pensions du secteur public ? Quand on écrit cela, on ne s'engage à rien du tout ! Je le sentais venir depuis plusieurs semaines, parce que j'ai été l'objet de pressions amicales de la part des politiques pour essayer de calmer le jeu, pour éviter la grève le 26 janvier. Manifestement, on nous a présenté une sucette, qui va très vite devenir amère. On accepte de discuter, on accepte un échancier, qui va se terminer après le contrôle budgétaire... Les poires sont cuites (...)

Lisez le document Dehaene... Pour moi, il n'y a rien dedans. Comme disait Jean-Marie Ansciaux, avec cela, il a toujours ses 14 milliards d'économies à faire, et moi j'ai toujours mon plan Horizon 2005 et en plus je n'ai pas de garanties sur les pensions.»

### CGSP-Namur :

#### «Redescendez dans la rue»

Charles Seumois, ancien secrétaire général de la CGSP-Namur, a affirmé son opposition à la suspension de la grève des services publics dans son discours d'adieu : «Notre syndicat est démocratique. La position que défendait la CGSP-Namur est demeurée minoritaire. Je m'incline donc. Mais je reste convaincu que Namur avait raison.»

Seumois a en même temps lancé un appel aux dirigeants syndicaux : «Retirez donc vos smokings et redescendez dans la rue. Rapprochez vous de la base et surtout des jeunes. Ou bien on continue à faire des grand-messes et des brochures que personne ne lit, ou bien on en revient à un combat syndical véritable.»

# Le président de la CSC interpelle Dehaene

«Austérité = plus d'emploi ? Nos membres n'y croient plus.»

**Willy Peirens, président de la CSC, a envoyé un message au premier ministre, Jean-Luc Dehaene : il y aura des explosions sociales si le gouvernement s'entête à ne pas prendre des mesures sensibles pour développer l'emploi. Le torchon brûle-t-il entre eux ?**

Jean Michaux

Dans une longue interview au journal flamand De Standaard, le président de la CSC Willy Peirens s'en prend violemment au premier ministre Dehaene (1). Le premier ministre, dit-il, s'en tient à «dire qu'il faut poursuivre les assainissements» et s'en prendre à la Sécurité sociale. Peirens trouve cela injuste : «Notre Sécurité sociale est en bon équilibre financier. Le principal problème n'est donc pas là. D'ailleurs, les dépenses dans la Sécu ont déjà baissé considérablement ces dernières années; de 20,9 pour-cent du produit intérieur brut, en 1993, elles sont passées à 17,9 en 1996. Et les interventions de l'Etat ont diminué. Elles sont au même niveau qu'en 1973 (l'année qui a précédé la crise, ndr).» Aujourd'hui, les menaces sur la Sécu viennent d'ailleurs. Le gouvernement et les patrons veulent diminuer les cotisations sociales. Le président de la CSC n'y est pas opposé. Mais dans ce cas, il faut plus d'emplois. Et c'est là que ça coince. «(Dehaene) suppose trop facilement que la modération salariale entraînera automatiquement la création d'emplois, estime Peirens. Le "guide expérimenté" devrait le savoir : les calculs du bureau du Plan démontrent que 3 % d'emplois en plus (60.000) implique 10 % de restrictions pour tous les travailleurs du secteur privé. Mais sans accord sur le point de départ — plus d'emplois — peu de choses seront possibles dans les dossiers concrets.»

#### Qui dit "a", dit "b"

Willy Peirens a raison de montrer sa colère face à la politique du gouvernement PSC/CVP—PS/SP. Mais sa capacité de riposte est affaiblie car il partage avec patrons et gouvernement l'idée que l'intérêt général exige d'assurer la compétitivité des entreprises. Selon cette logique, Dehaene aura beau jeu de lui rétorquer :



«Le scepticisme est énorme parmi les travailleurs. La foi n'y est plus», avertit Willy Peirens.

«Vous acceptez la diminution du coût salarial au nom de la compétitivité, pourquoi vous opposez-vous donc aux pertes d'emplois, causées par des rationalisations, introduites au nom de cette même compétitivité ? Vous êtes d'accord de diminuer les cotisations sociales, mais alors vous ne pouvez pas demander des emplois, qui coûteront de l'argent. Quel serait alors le gain en matière de compétitivité ? » Mais compétitivité rime avec pertes d'emplois. Les quinze ans de modération salariale subie par les travailleurs au nom de la compétitivité ont permis la rationalisation des entreprises et l'accélération de la montée du chômage. Les modérations supplémentaires imposées à la Sabena, Clabecq, la SNCB, l'enseignement,... n'ont pas enrayer les pertes d'emploi. Tout au contraire. Les baisses de revenus imposées aux travailleurs et aux allocataires sociaux ont aggravé la crise. Il faut avoir le courage, sur base d'un programme radical, de s'attaquer aux bénéfices des entreprises et aux revenus des super-riches. Il faut en arriver à reconnaître que la société capitaliste est la cause du chômage et des malheurs des travailleurs et rompre avec cette logique infernale de la compétitivité.

#### Scepticisme des travailleurs ?

«Nous disons à nos membres qu'il n'existe pas de formule magique pour la création de plus d'emplois, déclare Willy Peirens. Mais que la redistribution du travail par exemple offre des possibilités. Mais nous devons réussir à convaincre les

actifs que leurs sacrifices en matière de temps de travail et de revenus vont aider d'autres à trouver un emploi. Et alors ils nous disent : "Et toi, tu y crois ?" Le scepticisme est énorme. La foi n'y est plus. Et malgré cela, on continue d'essayer.» (1) Pourquoi persévérer sur une voie qui suscite si peu d'enthousiasme parmi la base ? Le scepticisme des travailleurs est tout à fait justifié. Ils perdront leurs doutes et croiront en leur force s'ils peuvent s'unir et se battre pour un programme syndical, qui reflète leurs intérêts :

- contre le chômage, les 32 heures sans perte de salaire direct ou indirect, sans nouvelle flexibilité, avec embauches compensatoires. Cette mesure donnerait de nouveaux moyens à la Sécu et à la fiscalité. Elle serait financée en prenant l'argent dans les bénéfices indécents des entreprises, en augmentant depuis 15 ans.

- accroissement des moyens de la Sécurité sociale et des services publics. Pour cela, il faut lutter pour un programme fiscal qui touche les super-riches et les profits des entreprises et qui défende en même temps le maintien et la restauration des cotisations patronales (2). Pas de nouveaux impôts pour les travailleurs. Pas de cotisation sociale généralisée (CSG).

La solidarité entre travailleurs et allocataires sociaux est cimentée par le salaire indirect composé de la cotisation du travailleur et du patron. Défendons becs et ongles cet acquis de la solidarité.

1. W. Peirens, De Standaard, 18 janvier 1996. 2. Frans Van Acoleyen, Sauver la Sécurité sociale avec l'argent des riches», Etudes Marxistes, n°27, décembre 1995.

## Contradictions entre l'ACW et le CVP

Le mouvement ouvrier chrétien flamand (ACW) développe un point de vue qui ne plaît pas du tout au CVP : «La modernisation de la Sécurité sociale ne peut pas signifier une réduction de la protection sociale. Pas de diminution des allocations familiales ou des remboursements des soins de santé. Pas de limitation des allocations de chômage, pas de diminutions des pensions. Le mouvement ouvrier ne veut pas d'une norme de croissance imposée

aux dépenses dans la Sécurité sociale.» (1) Réponse du CVP : «Les sociaux-chrétiens flamands demandent une norme fixe pour les dépenses de la Sécu. Ils clament aussi qu'à la fin de la législature, la pression fiscale ne peut être plus élevée.» (2) De quoi s'agit-il ? De la pression fiscale contre les riches !

1. De Standaard, 20 janvier 1996 2. De Standaard, 24 janvier 1996.

# Portez son masque, pour mieux le démasquer...

Le 10 février, Jean-Luc Dehaene installe son échoppe

Chaque matin, les infos annoncent la vente des services publics. On solde. Les services publics doivent être de qualité et bon marché. Il y a de l'argent pour ça. Où ? On peut le savoir dans le Référendum des travailleurs. Le 10 février, vous aurez l'occasion d'y répondre, lors de la nouvelle journée de référendum organisée par le PTB.

Riet Dhont

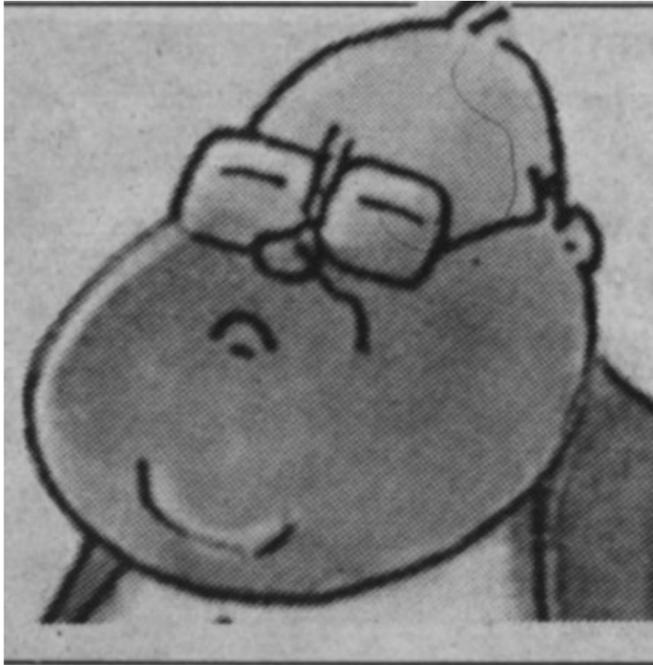
Une nouvelle grève des chemins ? Le nouveau plan de Schouppe n'annonce rien de bon : restrictions salariales, prépensions (des licenciements déguisés). Une nouvelle grève à la Sabena ? La liquidation de la compagnie aérienne se poursuit. Une grève dans l'enseignement ? L'arrêt des nominations dans ce secteur est de la pure provocation.

## Dehaene plonge dans nos poches

Je contacte une série de gens

pour voir comment préparer cette journée. Comment aborder le public, accrocher son intérêt ? Nous voulons ce week-end-là atteindre les 20.000 formulaires.

**Han** (Anvers). Jean-Luc qui plonge dans nos poches, on s'en passerait volontiers ! Le vendredi soir à la gare, nous pouvons toucher les dizaines de voyageurs revenant de leur boulot. Je me déguise en Jean-Luc, avec le masque, un bon dessin sur un carton, de grands souliers, un gros bedon. Jean-Luc importune les gens, il veut plonger dans leurs poches, leur réclamer plus pour un ticket... Mais un cheminot arrive à la



rescousse, il délivre le type des bras de Jean-Luc et lui explique d'où l'argent doit provenir pour garder le chemin de fer à un prix abordable. C'est bien exposé dans le Référendum. C'est du théâtre de rue pour attirer l'attention. Les voyageurs sont un public de choix pour expliquer pourquoi les services publics ne peuvent être privatisés.

**Jan** (Anvers). On peut aussi distribuer des tickets gratuits, avec la mention "Bravo les cheminots en grève"... Car ils font grève aussi pour nous, les usagers. C'est ce qu'ont fait les cheminots français : toujours impliquer les usagers dans leurs grèves, avec des tracts, des autocollants, des prises de parole. Tout cela pour finalement débattre de notre référendum.

## Dehaene lance la liquidation

**Jan Cap** (Saint-Nicolas). J'insisterais surtout sur les privatisations. Que fait le gouvernement avec les services publics ? Il lance leur liquidation. Bon, faisons une vente publique sur le marché, une vente aux enchères d'un train, un banc d'école, un téléphone... bref tous les services dont les gens ont l'usage quotidiennement. Et Jean-Luc Dehaene, en bon liquidateur, va rassembler bien du monde autour de lui sur le marché ou dans une rue commerçante... Aux autres de présenter alors le référendum. Halte à la liquidation, halte aux privatisations... C'est un point important du référendum.

## Au marché avec un petit train

**Mieke** (Brabant). Ça va sûrement exploser à nouveau dans les jours qui viennent. Les

cheminots se préparent. J'installera un train-jouet au marché et un vrai chef de gare à côté, avec le képi et tout. Cela attirera les enfants autant que les parents. Tandis que les enfants pourront colorier de beaux petits trains, les adultes pourront répondre au référendum. On a ainsi le temps de parcourir les cinq questions et de proposer un Solidaire. Nous voulons récolter 1.000 formulaires au Brabant durant le week-end des 10 et 11 février.

## Les gens s'inquiètent de l'enseignement

**Lieve** (Charleroi). Je mettrai aussi l'enseignement au centre des principaux "services pour le peuple". L'enseignement doit être refinancé. Les parents sont inquiets pour l'école de leurs enfants. Un grand morceau de plastique blanc sur le sol, avec nos revendications pour le refinancement, contre les classes surpeuplées, contre l'arrêt des nominations, pour un enseignement gratuit... voilà ce que les gens voudront aussi appuyer. C'est une nouvelle raison de leur proposer notre référendum.

## 10 "flippos" pour 100 F

Mais nous avons aussi songé aux finances : notre référendum coûte 1 million et demi. Nous avons contacté "Mr Autocollant" pour une offre de prix pour... des flippos ! Des vrais, de 4 cm, imprimés sur les deux faces, un dessin et un slogan, pour le refinancement des services publics. 10 flippos pour 100 francs, en soutien au référendum. Il y aura de l'ambiance sur le marché, ce 10 février... Ne ratez pas l'occasion !

## EN BREF

### Services publics ?

«Ils sont inefficaces»...

Nombre de gens écrivent une remarque sur leur formulaire, à la question sur les privatisations. «Pourquoi ne pas privatiser ? Les services publics ne sont pas du tout performants, il y a de la bureaucratie, les fonctionnaires doivent mieux travailler.»

Deux postiers répondent. «C'est quoi, "performant" ? Si c'est "un bon service rendu à la population", comme la poste qui est là chaque matin, même quand il gèle même si vous habitez un coin reculé, ou comme le train qui est là à l'heure, même quand les routes sont verglacées et que la circulation est paralysée dans tout le pays, eh bien ça coûte très cher et ça ne peut pas générer du profit.

Il en faut de l'argent pour ces services, pas celui des services publics eux-mêmes ni celui du personnel ou des usagers. L'État doit aller le chercher dans les profits du secteur privé, c'est lui qui profite le plus des bas tarifs de la poste, du transport par fer des marchandises, du TGV financé par l'impôt, des liaisons téléphoniques internationales moins chères... Je suis fier de mon boulot, ce que nous faisons en cas d'afflux de courrier par exemple ne sera jamais réalisé par le privé.»

### «Ils sont trop chers...»

Un autre a écrit sur un formulaire : «le privé sera moins cher, du fait de la concurrence». Qu'en pensent des gens des services publics ?

«En Grande-Bretagne les conduites d'eau privatisées ont été récemment rompues dans une région étendue; elles n'avaient pas été enterrées assez profondément. C'était moins cher évidemment... Les gens se retrouvent régulièrement privés d'eau à cause de conduites défectueuses, pas suffisamment entretenues, par manque de personnel, fortement réduit après la privatisation.»

«On a raconté que dans une commune de chez nous, les boîtes aux lettres de la poste n'étaient plus entretenues; on avait licencié le personnel d'entretien. Le contrôleur a réuni ses facteurs, leur demandant de faire un peu de rafistolage bénévole !»

### Combien avons-nous déjà ?

Anvers :	27.848 F
Brabant :	21.532 F
Hainaut :	9.025 F
Limbourg :	17.485 F
Liège :	25.689 F
Namur :	7.065 F
Flandre orientale :	35.931 F
Flandre occidentale :	3925 F
National :	13.230 F
Total :	161.730 F

### Le point sur le référendum

Au 22 janvier, nous avons recueilli 15.989 formulaires. Nous sommes ainsi à 27 % de notre objectif. La répartition selon les provinces est la suivante (entre parenthèses, le pourcentage par rapport à l'objectif provincial) :

Anvers :	3.800	(22 %)
Brabant :	2.038	(20 %)
Hainaut :	1.112	(16 %)
Limbourg :	1.701	(31 %)
Liège :	1.329	(27 %)
Namur :	754	(50 %)
Flandre occidentale :	654	(16 %)
Flandre orientale :	4.053	(50 %)
Secrétariat national :	548	(27 %)

## Caméra cachée

Votre facteur vous apporte votre pension à domicile, les mains transies ?

Votre train roule dans la nature enneigée alors que toute la circulation est paralysée ? Les services de la voirie nettoient les trottoirs, qu'il pleuve ou qu'il gèle ? Filmez-les avec votre caméra-vidéo !

Prenez des images vidéo de votre travail d'agent des

services publics. Contre toute la propagande qui fait croire aux gens que le train, la poste, le téléphone est trop cher, que les travailleurs du public sont des "profiteurs"...

Vous voulez participer mais vous n'avez pas de caméra ? Contactez-nous, nous vous fournirons le matériel nécessaire ! Vous avez des idées ? Décrivez-nous votre projet, par le bon ci-joint.

## Le référendum au marché. Je participe

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal et localité : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Entreprise : École/université : \_\_\_\_\_

- veut participer à la journée du référendum le 10 février
- veut collaborer au théâtre :
  - Dehaene à la gare
  - Dehaene vendeur
  - le chef de gare
  - le professeur
- veut vendre des flippos autour des lieux de référendum
- commande .... ex. sachets de flippos sur les services publics (10 pour 100 F)
- veut faire des dessins à colorier sur les services publics
- veut faire des dessins humoristiques contre la liquidation des services publics

À renvoyer au secrétariat national du PTB, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, tél. : 02/513.77.60

# «Cheminots, nous devons repartir en grève»

Les résultats des négociations sont tout à fait insuffisants

**Cette semaine sera décisive pour l'avenir des cheminots. Mercredi est le dernier jour des négociations et jeudi, les syndicats prendront position. Comment juger les résultats déjà connus ?**

Kris Hertogen

Cette semaine on arrive au terme des négociations entre les syndicats et la direction de la SNCB. Y a-t-il un «sérieux progrès»? Tout dépend du point de départ où on se place. Celui qui tente de limiter les dégâts, considérera que la perte de 8.000 emplois au lieu des 9.000 prévus constitue une victoire. Mais le cheminot, qui partait spontanément en grève en décembre dernier, voit les choses autrement. «On n'a pas manifesté le 13 décembre, ni fait grève pour cela», affirment les grévistes d'hier. Ils ont raison. Tous le plan Daerden-Schouppe-Damar doit être retiré. Comparé à ce qui est aujourd'hui proposé, on n'est nulle part.

## Les menaces de privatisations continuent à planer

Préparer la privatisation en subdivisant la SNCB en "business-units," stations régionales et centres d'activités autonomes, constitue un des points fondamentaux du plan Schouppe-Damar. C'est la voie qui mène à la soumission des services au public à la logique du profit et de la concurrence. Rien n'a été modifié à ce grand principe. Certains prétendent que la direction accepte de centraliser les négociations pour tous les secteurs et régions. Pour combien de temps? Jusqu'à ce que la privatisation soit un fait.

## 9.000 emplois disparaîtront

«35.000 emplois seront maintenus et non 33.500», prétendent certains. Mais où a-t-on récupéré ces 1.500? Dans la sous-traitance!

Pour chaque emploi "sauvé" à la SNCB, un doit disparaître dans la sous-traitance. Mais ne s'agit-il pas d'ouvriers avec leur propre vie et famille? Envoyer les gens dans le désert ne constitue pas une victoire syndicale. La seule réplique syndicale correcte est d'exiger leur réintégration dans la SNCB.

Ensuite, il y les prépensions. 1.500 selon les plans de la direction. Il est compréhensible que les ouvriers âgés, fatigués des restructurations incessantes, désirent partir. Mais les plans de la direction ne prévoient pas leur remplacement. Cela est inadmissible. Les cheminots doivent défendre bec et ongles chaque emploi reçu de la génération précédente pour le transmettre à la génération suivante.

3.000 à 4.000 cheminots seront reclassés dans un pool de restructuration. Ces travailleurs ne feront plus parties de la SNCB. Ils devront travailler dans des conditions superflexibles et "infernales" (voir ci-contre). Et leur statut permet le licenciement.

## Partager la pauvreté

Pour compenser le reste des pertes d'emplois, une diminution du temps de travail est négociée. Les formules diffèrent (36 heures par semaine semaine obligatoires pour tous, semaine de 32 heures sur base volontaire pour d'autres), mais elles ont toutes un point commun: une perte de salaire (trois pour-cent pour les uns, huit pour-cent pour les autres). C'est une manière de faire avaler une diminution de salaire. La presse bourgeoise qualifie cela de discussion fondamentale. En réalité, les querelles ne portent que sur la question: "quel degré d'austérité pour combien de cheminots?" «C'est le personnel qui paie la



Etienne Schouppe, administrateur de la SNCB (à gauche): «Comme convenu Jean-Luc, ne divulguons pas cette note sur la révision des statuts des cheminots...»

Dehaene: «Bien entendu, il faut éviter une grève à tout prix. Je règle l'affaire des cheminots, puis je m'attaque aux pensions du public et à la Sécu.»

facture», déclarait à juste titre Marc Van Laethem, du syndicat chrétien de la Culture et des Communications.

La direction s'accroche également à sa proposition de reporter le paiement de la prime de fin d'année de décembre à janvier. Une note sur la révision du statut est actuellement sur le tapis. Sa teneur n'est pas encore connue. Les délégués étudieront cette note avec méfiance, car le démantèlement du statut constitue une partie intégrante du processus de privatisation "en douce".

## On n'aurait jamais dû arrêter

«Nous n'aurions jamais dû nous arrêter», déclarait un cheminot la semaine dernière lors d'une réunion syndicale. «Nous devons recommencer maintenant et aller

jusqu'au finish», répliquait un autre. «Nous devons faire pression sur nos dirigeants pour qu'ils se soustraient à la pression du PS et du PSC», concluait un troisième. Ils ont tous raison. Ce plan doit être balayé par la grève, aucun emploi ne peut disparaître, bas les pattes de notre statut et de notre salaire, arrêtez la subdivision de la SNCB. Dans l'intérêt à la fois du personnel et des usagers, la loi sur les entreprises publique autonomes (21 mars 1991) doit disparaître. Cette loi est en effet à l'origine des contrats de gestion, des enveloppes budgétaires, des subdivisions et de la privatisation. Une fois réglée l'affaire des cheminots, le gouvernement veut s'attaquer aux pensions du personnel de l'Etat. Pour contrer cette politique de saucissonnage, les cheminots doivent aujourd'hui mettre à l'ordre du jour leurs revendications en matière des

pensions. C'est seulement en organisant eux-mêmes des actions qu'ils recevront le soutien des autres. Attendre que les structures décrètent la grève ne mène à rien. Dans tous les autres secteurs, des gens sont prêts à se mettre en mouvement. Les nombreuses réactions négatives à la suspension de la grève du 26 janvier le prouvent. Arrivé à ce stade, la revendication pour le refinancement des services publics, l'enseignement et la Sécurité sociale résonneront dans tous le pays. Cheminots et syndicats du rail, suivez l'exemple français, prenez en main l'initiative, faites à nouveau — comme il y a un mois — trembler les patrons et les gouvernants, adressez-vous aux consommateurs pour leur expliquer que votre lutte est aussi dans leur intérêt. Ainsi seulement vous pouvez obtenir une véritable victoire.

# Le pool de restructuration, pire que l'enfer

Un cheminot travaillant en pool témoigne

Guy Durail

Pour briser la résistance à son plan, la direction de la SNCB propose de renvoyer quelque 4.000 cheminots au "pool de restructuration". Ces 4.000 s'ajouteraient aux quelques centaines qui y sont déjà. Le pool est une passerelle vers le chômage. Les travailleurs du pool n'ont plus le même statut que les autres cheminots et sont soumis à des conditions de travail superflexibles et inhumaines. C'est ce que nous raconte un

cheminot, en pool depuis plusieurs années déjà. «Comme agent du pool, on peut être réutilisé dans l'intérêt de la société, donc n'importe où dans la limite de 12 heures d'absence de la gare domicile. Nous sommes dans l'insécurité, car si le poste que l'on occupe est à nouveau supprimé, nous sommes à nouveau mutés. La polyvalence est aussi très forte. Des signaleurs du pool sont par exemple utilisés comme nettoyeurs. Les agents dans le cadre connaissent leurs horaires de

travail des semaines à l'avance. Un agent du pool ne connaît son horaire qu'au jour le jour! Fini de prévoir des activités en famille, il faut toujours répondre: "Si je ne travaille pas"... Tout devient compliqué. Pour un rendez-vous chez le dentiste, par exemple, je dois d'abord expliquer que je ne peux garantir ma présence! Ne parlons pas de la santé! Un conducteur pool peut commencer sa semaine par deux matins (de 3 h à 12 h), puis passer à l'après-midi (de 14 h à 23 h) et finir en beauté

par quelques nuits (de 21 h à 6 h). Par peur des suppressions d'emploi, de plus en plus de cheminots acceptent d'assurer deux pauses de suite (16 heures) pour remplacer un malade! Le pool nuit à la vie de famille, à la vie associative et à la santé. Le pool est aussi utilisé à certains endroits pour renforcer la fausse idée qu'il y a trop de cheminots. En effet, les jours où il n'y a pas de poste à combler, on peut pointer le pool sans lui confier de travail. La sécurité d'emploi, on la perd aussi, puisque si on ne

trouve plus de boulot pour toi pendant trois ans, tu peux être mis en disponibilité, ce qui veut dire licencié. Pas mal de cheminots du pool, dégoûtés par ces conditions de travail flexibles quittent "volontairement" leur travail. Ce qui est d'ailleurs un des intentions. Si on assurait la sécurité, la propreté partout, si on ne supprimait pas le service public, nulle part il n'y aurait de cheminots en trop, bien au contraire! La seule solution est de lutter pour garder tous les emplois vraiment statutaires!»

# 34 % de chômeurs au Borinage

Freddy Matthieu (FGTB) et Pino Carlino (CSC) : «Aujourd'hui, plus personne n'est à l'abri»

En décembre 1995, dans la foulée de la grève d'Alcatel, la région boraine s'est mobilisée autour du thème de l'emploi. Nous avons rencontré Freddy Matthieu, secrétaire de la FGTB, et Pino Carlino de la CSC pour parler des perspectives dans la région.

Thérèse Michels

**Deux cents pertes d'emploi menacent à Aleurope. Nous avons vécu Alcatel Bell. Quel avenir pour Mons-Borinage ?**

**Freddy Matthieu.** La déglingue ne s'arrêtera pas là. Hélas ! A Aleurope, une faillite qui paraît inévitable si rien ne bouge, coûterait l'emploi de 500 travailleurs. D'autres restructurations pourraient accroître la longue liste des mauvaises nouvelles.

**Pino Carlino.** La région a déjà atteint le triste record de 34 % de chômeurs. Mais croire qu'il n'est pas possible de tomber plus bas est un leurre. L'histoire récente de la région montre que la société peut s'accommoder d'une telle fracture entre les gens. A Colfontaine, dans mon village, il y a déjà plus de 40 % de chômeurs. On continue à y vivre. Mais mal.

**Freddy Matthieu.** Plus il y a de licenciements, plus difficile est la capacité de réaction des tra-

vailleurs. Il est illusoire de penser que l'accumulation de mauvais coups va provoquer la révolte. Il y aura peut-être révolte, mais elle sera larvée. Elle pourrait prendre des formes très poujadistes. Ce serait le contraire de la solidarité dont ont besoin les travailleurs. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de mobiliser la région.

**Lors de la manifestation "En avant ma région" à Mons, le front commun syndical voulait obtenir "un plus pour le Borinage" dans le cadre de "l'Objectif I". Pourtant malgré les centaines de millions d'aides de la Région, les patrons de Knogo, AKZO, Alcatel ont rationalisé et liquidé l'emploi.**

**Pino Carlino.** Avec "En avant ma région!", nous avons surtout voulu montrer que cette région et ses travailleurs ne sont pas morts. Quand, le 25 octobre 1995, Robert Collignon a parlé de "discrimina-



Pino Carlino et Freddy Matthieu, parmi les manifestants pour l'emploi à Mons, le 19 décembre dernier.

tion positive" pour la région, nous l'avons soutenu. Nous pensons en effet que si l'on veut se servir intelligemment des milliards de l'Objectif I, il faut éviter que les aides publiques (wallonnes et européennes) accroissent la concurrence entre les sous-régions, et donc les disparités. Il faut réorienter les moyens encore disponibles dans l'Objectif I vers les zones qui en ont le plus besoin, les zones de vieille tradition industrielle : le

Borinage, le Centre, la région de Charleroi.

**Freddy Matthieu.** C'est dans ces régions que les vestiges de la vague précédente d'industrialisation sont encore présents. Ceci influence très négativement la manière de vivre et n'encourage pas la volonté d'investir. Il y a donc un effort à faire pour améliorer l'environnement et le cadre de vie, mais quand ces investissements (coûteux) auront été consentis, il risque de ne

rien rester pour accompagner les investissements créateurs d'emplois. Ce type de situation encourage donc les investissements que nous appelons "d'aubaine" (pour profiter immédiatement des aides dopées par l'Objectif I), les délocalisations. Nous préférons, nous, un investissement en profondeur, un projet de développement plus durable se reposant également sur les capacités internes de la région. C'est cela le vrai sens de notre thème "En avant ma région".

**Les délégations d'Alcatel Bell revendiquent les 32 heures sans perte de salaire. Le Congrès de la FGTB a voté la revendication. La CNE la défend. Pourquoi ne pas en faire la revendication centrale ?**

**Pino Carlino.** Nous allons plus loin, en demandant de concentrer les efforts et d'expérimenter cette revendication sur des régions comme la nôtre. La Région flamande accompagne financièrement la redistribution du temps de travail. Pourquoi en Wallonie, qui connaît des problèmes beaucoup plus graves en termes de chômage, ne pas donner une chance à cette formule avec un incitant financier ?

**Freddy Matthieu.** D'autant plus que cette redistribution du temps de travail permettrait non seulement de sauver des emplois menacés, mais aussi de drainer vers la Sécurité sociale des moyens supplémentaires sous forme de cotisations, et pourrait "alléger" la vie des gens. Il est quand même idiot et suicidaire que dans cette société, des travailleurs se crèvent, font des heures supplémentaires, sont poussés dans des cadences infernales, pendant que d'autres sont condamnés au chômage, à la déchéance, à l'inutilité sociale.

## Solution pour l'emploi ?

Encore plus de cadeaux aux patrons dans le cadre de l'Objectif I ?

Les 32 heures payées par les patrons ? La lutte contre les licenciements pour maintenir les emplois existants ? La solidarité entre les régions ? Venez en débattre avec Freddy

Matthieu, secrétaire FGTB, Pino Carlino, secrétaire CSC, des travailleurs des Forges de Clabecq et Jo Cottenier, économiste du PTB. Le 9 février à 19h30, au Théâtre Royal, Grand Place 18 à 7000 Mons. Org : Inem (Institut d'Etudes Marxistes)

## Non à la privatisation du Catering

L'intersyndicale de la Sabena s'oppose à la vente à Gate Gourmet

Lucien Materne

Les syndicats et les pilotes de la Sabena ont décidé de se retirer des négociations. Cette décision permet aux responsables syndicaux de repasser à l'action contre le plan Godfroid. Le président de la Sabena a refusé de répondre à la condition minimale, le respect de toutes les CCT. Mais l'annonce de la privatisation du Catering (service qui prépare les repas des voyageurs) et de l'embauche de pilotes à des conditions inférieures ont fait déborder le vase.

Dans les discussions sur la privatisation du Catering, certains évoquent l'utilité de l'intégrer dans un géant comme Gate Gourmet. Mais la réalité montre plutôt qu'il s'agit d'un cauchemar à écarter le plus vite possible. Gate Gourmet a été créé par Swissair il y a quelques années. Cette opération a coûté au personnel une perte

salariale de 20 % en moyenne. Il serait vain de croire que Gate Gourmet maintiendrait les salaires et le statut actuel de la Sabena.

En 1976, la Sabena a repris le Catering après une lutte de plusieurs années. Retournera-t-on à la situation Horeca avec moins de sécurité d'emploi, des salaires plus bas, sans hausses barémiques, sans statut d'employé après 5 ans ? Le passage à Gate Gourmet et la libéralisation complète du transport aérien entraîneront plus que jamais le Catering et son personnel dans la lutte de concurrence internationale. Gilles Korstanje du service Catering de Belgavia déclare à ce propos : «Il en résultera que le marché sera encore plus compétitif, mais aussi que seuls le prix et la qualité constitueront les facteurs déterminants. La concurrence se renforcera encore davantage à Zaventem.» (1) Après quelques années, la direction

conclura à nouveau qu'il faut être plus compétitifs, que les salaires sont trop élevés, et les travailleurs pas assez flexibles. Avec un nouveau plan d'assainissement à la clé. Enfin, rien n'empêchera Gate Gourmet de centraliser, en Suisse par exemple, la préparation des plats pour toute l'Europe.

### La privatisation du Catering concerne toute la Sabena

Lorsque les travailleurs du Catering voudront à l'avenir s'opposer aux plans d'assainissement, ils se retrouveront seuls, ne faisant plus partie de l'entreprise Sabena. Aujourd'hui, l'ensemble de la Sabena doit combattre la privatisation du Catering. Il faut refuser tout règlement particulier pour le Catering, ce qui provoquerait une profonde division.

Le rejet de la privatisation du Catering, une section rentable, est d'une importance cruciale. Il faut que tous les départements soient maintenus au sein de la Sabena. Ce qui est déjà passé au privé doit retourner à l'entreprise publique : renationalisation sans indemnisation de ceux qui se sont enrichis grâce à ces opérations. En empêchant la privatisation du Catering, on pourra également empêcher que demain le Cleaning et d'autres départements ne suivent le même chemin.

Le maintien de la Sabena comme entreprise publique offre de meilleures garanties de salaire et de statut et de limitation de la flexibilité. Lutter pour le rétablissement de la Sabena comme entreprise entièrement publique, sans influence du capital privé, signifie lutter contre la logique de concurrence dans le système capitaliste.

«Mais qui payera tout cela ? Il n'y a plus d'argent !» N'y a-t-il pas assez d'argent dans notre pays ? La dernière opération d'emprunt public a réuni sans problème en quelques jours 500 milliards. L'argent réside dans les grandes fortunes, auprès des banquiers et du grand capital. Ceux-ci ne pensent qu'à leurs propres intérêts, à la réalisation la plus rapide de bénéfice les plus élevés.

La privatisation du Catering révèle le véritable motif du licenciement de la déléguée CSC Maaïke Seghers en 1994. Des délégués combattifs sont toujours un obstacle aux privatisations. On l'a vu lors de la lutte à Air France ; c'est finalement le directeur Attali qui a dû partir ! Revendiquer le réengagement de Maaïke Seghers pourrait renforcer la lutte contre le plan Godfroid.

1. Financieel Economische Tijd, 18 janvier 1996.

## "Privé de public" : un livre indispensable pour défendre le service public

Annemie Canaerts

Les privatisations relèveraient-elles d'un ordre "naturel" comme l'affirme le socialiste Van Miert ? Non ! Elles sont le fruit d'une véritable conspiration menée depuis le début des années 80 par les grandes multinationales pour faire main basse sur de nouveaux super-profits.

Le privé est-il plus performant, plus économe des deniers publics, plus apte à créer de l'emploi ? Au contraire, les faillites n'ont jamais été si nombreuses, le privé est le premier responsable des déficits publics et il saque massivement dans l'emploi. Un livre choc !

**Vous avez écrit ce livre sous forme de «roman», pourquoi ? C'est de la fiction ?** Gérard de Sélys. Pas du tout. J'ai découvert, en deux ans et demi de recherche, que les privatisations sont le résultat d'un véritable complot. Le hold-up que constituent les privatisations, dans le monde entier depuis le début des années 80, a été préparé aussi minutieusement et secrètement que par des gangsters dans l'ombre d'une cave louche. Il a été préparé par des gangsters professionnels : les gangsters de la haute finance et des multinationales, avec de multiples complices actifs dans les gouvernements et les institutions internationales telles que la Commission européenne, le FMI et la Banque mondiale. Le livre révèle leurs noms, les dates de leurs réunions et le détail de leurs attaques à main armée. C'est donc un "roman noir". Et les milliers de données, de chiffres et de faits tout à fait réels qu'il révèle doivent donner de bons arguments à ceux qui luttent contre les privatisations et ôter leurs dernières illusions à ceux qu'elles bernent encore.

**Dans la première partie du livre, vous expliquez que les capitalistes privatisent ou nationalisent essentiellement selon ce qui leur rapporte le plus de profit. Ils ont nationalisé à une époque, parce qu'ils y trouvaient leur intérêt. Ils**

**privatisent aujourd'hui, toujours pour leur intérêt. A quoi bon donc s'opposer aux privatisations ? Pour les travailleurs, se faire exploiter par les capitalistes privés ou par l'État capitaliste, où est la différence ?**

Gérard de Sélys. Avant la deuxième guerre mondiale, les capitalistes ont laissé nationaliser ou confié à l'État des secteurs qui demandaient d'énormes investissements, comme l'aviation et le téléphone, ou qui faisaient d'importantes pertes, comme les chemins de fer. Des secteurs qui étaient indispensables à la croissance de leurs bénéfices. Ils faisaient payer ainsi ces investissements ou ces pertes par l'ensemble du public et se réservaient les bénéfices pour eux seuls. Après la guerre, ils ont étendu les nationalisations à la fois pour reconstruire leurs outils de production détruits par le conflit et à la fois pour répondre aux revendications des peuples trempés par la résistance et séduits par l'attitude exemplaire des communistes face aux nazis et par les réalisations de l'économie collectivisée en URSS. Les peuples réclamaient des services publics, ils leur ont donc donné des services publics parce qu'ils avaient peur d'une extension du communisme. Résultat : jusqu'à un cinquième des richesses nationales d'un pays était encore récemment produit

par les entreprises et services publics, comme en France et en Italie. Cela représente des millions de travailleurs. Or ces travailleurs ont créé des syndicats très forts. Souvent très combatifs. On l'a vu en Belgique en 60-61. On l'a vu dernièrement en France. En privatisant, les capitalistes d'aujourd'hui ne veulent pas seulement faire main basse sur les secteurs rentables des services publics, mais ils veulent aussi casser ces syndicats puissants et diviser les travailleurs. Les syndicats des secteurs publics sont les boucliers des autres. La destruction de ces boucliers, c'est la porte ouverte à une régression sociale sans précédent dans l'histoire. Aussi bien pour les travailleurs du secteur public que pour ceux du privé. C'est une raison suffisante, même si ce n'est pas la seule, pour défendre durement les services et entreprises publics et exiger la renationalisation de ce qui a déjà été privatisé.

**Quelles sont les principales autres raisons ?**

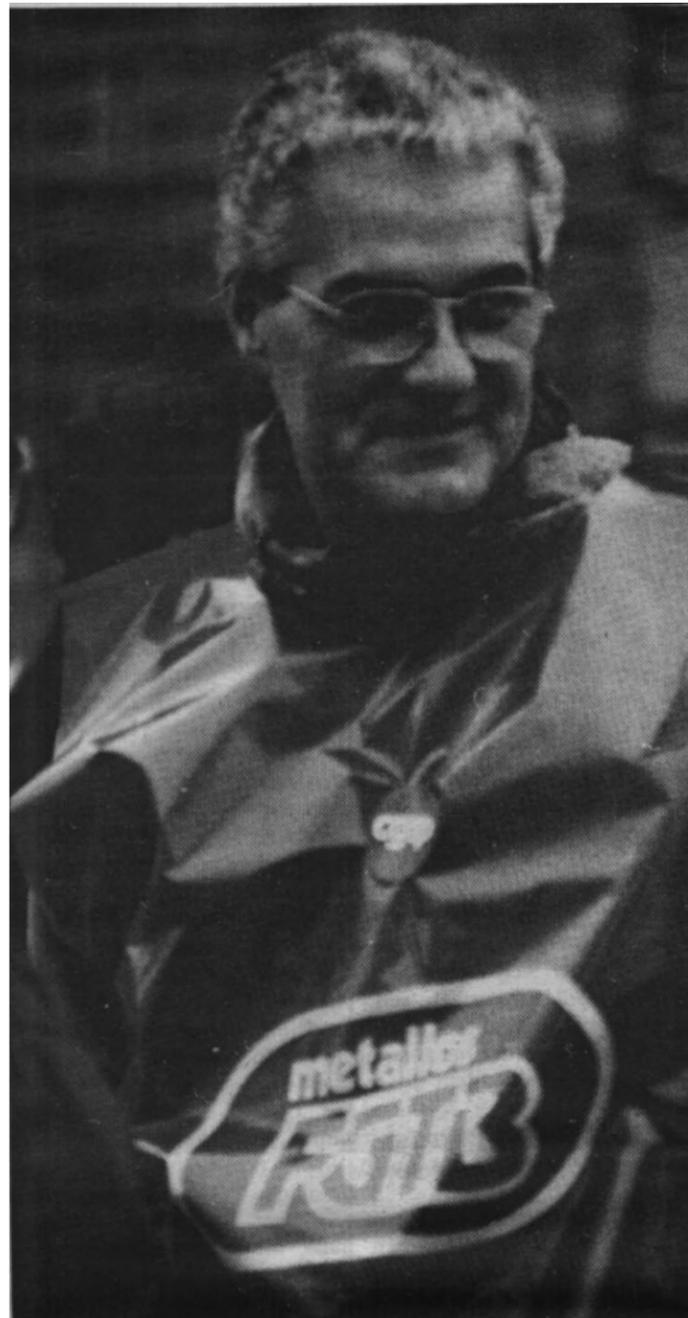
Gérard de Sélys. Un. Les services publics sont contrôlés par l'État et non par un conseil d'administration réuni en secret. Ils devraient donc offrir une garantie de "contrôle démocratique" que ne donnent pas les entreprises privées. Deux. Les "actionnaires" des services publics ce sont, en principe, la population. Cel-

le-ci n'exige pas que les services publics fassent du profit sur son dos. Au contraire d'une entreprise privée dont le but est de faire du profit et rien d'autre. Les services publics ne peuvent faire faillite, ils assurent donc leurs services en permanence et sans interruption. Ils appliquent des tarifs égaux pour tous. Jusqu'il y a peu, l'abonnement de téléphone était au même prix à Arlon et à Bruxelles. Trois. Ils ont l'obligation de répondre à l'évolution de la demande des usagers. Tout cela est de plus en plus détruit par les politiques actuelles de préparation à la privatisation. Et puis il y a une raison idéologique : la nécessité de défendre la notion même de service public. C'est une idée fondamentale chère à tous ceux qui aspirent à une économie et une société au service du peuple.

**Vous dites que les syndicats sont tombés dans le panneau des "contrats de gestion" imposés par la loi du 21 mars 1991 sur les Entreprises Publiques Autonomes. Pourtant pas mal de syndicalistes de gauche réclament une amélioration de ces contrats.**

Gérard de Sélys. Parce qu'ils ignorent pour la plupart d'où vient l'idée de ces "contrats de gestion". Cette idée leur a été habilement vendue sous prétexte de "dépouiller" les services

# Privatisations



Gérard de Sélys : pas seulement un auteur mais aussi un militant (ici à la fin décembre dernier).

publics. Le "contrat de gestion" fait partie d'une stratégie minutieusement mise au point par le patronat depuis le début des années 80 pour démanteler les services et entreprises publics. Tous les contrats de gestion obligent ces entreprises publiques à se diviser en unités distinctes. Les fameuses "business units". Chacune doit assurer sa rentabilité ou disparaître.

Alors on rationalise, on augmente la productivité, on supprime les unités non rentables et leur personnel. Et quand le sale boulot du "contrat" est accompli et que l'entreprise publique autonome est devenue "rentable", on la vend au privé qui n'a plus que les bénéfices à ramasser. C'est ce type de stratégie que le livre démonte point par point et prouve à l'appui.

## Privatiser pour survivre ? Mensonge !

**Vouloir renationaliser Belgacom par exemple, n'est-ce pas un combat d'arrière-garde ?**

Gérard de Sélys. L'argument des privatiseurs, c'est que Belgacom disparaîtrait face à la concurrence internationale si elle ne concluait pas "d'alliance stratégique" avec de grands opérateurs internationaux. A supposer que cet argument soit valable, une entreprise publique peut

très bien s'allier avec une autre entreprise publique. Comme France Télécom et Deutsche Telekom. Mais les privatiseurs se gardent bien de parler des accords internationaux. Postes, chemins de fer, télécommunications publiques sont tous organisés au sein d'unions mondiales depuis plus d'un siècle. Ainsi, un train partant de Naples arrive sans problème à Hambourg, une lettre partie de Bruxelles arrive quelques

heures plus tard à Tokyo et rejoindre Brisbane par téléphone prend quelques secondes. Pour ces secteurs publics, la fameuse "mondialisation" de l'économie qu'invoquent les privatiseurs existe et fonctionne donc parfaitement depuis des décennies. Donc, aucune raison de les privatiser. Vouloir renationaliser ce qui a été privatisé n'est donc pas un combat d'arrière-garde.

## Le privé coûte une fortune à l'Etat

**Pour privatiser, on soutient souvent que le secteur privé est plus performant que le secteur public et que ce dernier est lourd, peu "performant" et, surtout, coûte trop d'argent à l'État.**

Gérard de Sélys. "Privé de public" révèle au contraire que le secteur privé coûte des fortunes à l'État : 5.000 milliards d'aides directes et indirectes de l'État aux entreprises privées belges ont constitué, à elles seules,

la moitié de l'endettement de la Belgique entre 1980 et 1985. L'État allemand subsidie chaque emploi dans l'industrie privée à hauteur de deux millions de francs par an. Eurotunnel, projet "phare" du patronat européen, évalué à 294 milliards en 1987, a finalement coûté 600 milliards et ses petits actionnaires y ont déjà perdu 85 des 140 milliards d'économies qu'ils y ont investis. Les pertes directes et indirectes des cais-

ses d'épargne privées américaines s'élevaient à 1.369 milliards de dollars (48 mille milliards de francs !) en 1990, plus que l'endettement du tiers monde. Des pertes que devront payer plusieurs générations de contribuables américains. Les Japonais devront payer 9.000 milliards pour sauver de la faillite la plupart des grandes banques privées de leur pays.

# s : le casse du siècle



La manifestation services publics du 13... La couverture du livre "Privé de public" est explicite : il s'agit d'un hold-up...

## La lutte sape le bourrage de crâne

60 % des Français ont soutenu la grève des services publics

**Dans votre livre, vous écrivez que si la propagande patronale mine les luttes, les luttes minent la propagande. Mais comment lutter ?**

**Gérard de Selys.** Une étude révèle que les privatisations entraîneraient huit cent mille pertes d'emploi en Europe d'ici 1998 (1). Il est donc urgent d'amplifier la lutte contre les privatisations. Mais beaucoup hésitent encore. Comme les privatisations s'opèrent dans toute l'Europe, certains estiment qu'il faut mener une lutte sur le plan européen. C'est vrai. Mener la lutte sur le plan international est indispensable. On y arrivera certainement. Comme cela avait été le cas les 1er mai pour la semaine des quarante heures.

Mais pour des raisons de traditions syndicales et en raison des dispositifs législatifs nationaux, ce ne sera pas

facile dans l'immédiat. On l'a vu lors de la première grève européenne des chemins de fer, le 27 octobre 1992. En Belgique, les cheminots ont débrayé une heure, en Italie, une demi-journée, en Allemagne, pas du tout, au Danemark, ils ont tenu des assemblées d'information...

**La lutte paie, voici les exemples qui le prouvent...**

Affirmer qu'il ne faut rien faire sur le plan national sous prétexte qu'il faut le faire sur le plan européen, c'est briser la volonté de lutte des agents des services publics. Les travailleurs de chaque pays ont leur tradition de lutte. En plus, comme les privatisations ne sont pas menées simultanément dans tous les pays, c'est au coup par coup qu'il faut réagir. Mais il faut réagir

fort. Les patrons disent qu'il est urgent de privatiser. Il est surtout urgent de lutter contre les privatisations. Et les luttes paient. On l'a vu à Air France où, après 15 jours d'occupation des pistes, Attali est parti honteusement avec son plan sous le bras. On l'a vu en France encore le 12 octobre 1994 quand 75 % des 160.000 agents de France Télécom ont observé une grève nationale qui a obligé Balladur à retirer aussitôt son projet de privatisation.

On l'a vu encore en décembre dernier quand, à la mauvaise surprise de Juppé, 60 % des Français ont soutenu la grève de trois semaines des agents des services publics de transport.

Nous en sommes arrivés à un point où les usagers des services publics ont parfaitement compris ce que voulaient dire les privatisa-

tions. Face aux hausses de tarifs promises par la privatisation et à la dégradation des services assurés par le privé, ils ne se sentent plus "pris en otage" par les grévistes comme l'affirment effrontément les médias. Ils soutiennent les grévistes. Et souvent activement.

Je regrette beaucoup que les directions syndicales hésitent encore à lancer un vaste mouvement de lutte. On dit aussi, par exemple, que l'institution d'"entreprises publiques autonomes" est inéluctable et que ça ne sert plus à rien de lutter. Quand on sait que cette forme d'entreprise applique directement la stratégie des patrons privés pour privatiser le secteur public, il faut se battre avec détermination pour refuser tout changement de statut des entreprises et services publics.

1. Volkskrant, 28 mai 1994

## Le désastreux exemple britannique

**Les privatiseurs affirment que les privatisations vont créer de l'emploi et réduire les tarifs aux usagers. Vrai ?**

**Gérard de Selys.** La Grande-Bretagne de Thatcher a donné brutalement le coup d'envoi des privatisations au début des années quatre-vingts. Le service public du téléphone a été privatisé en 1984. Dix ans plus tard, British Telecom avait supprimé 150.000 emplois et pratiquement doublé ses tarifs pour les petits usagers dont deux pour cent ont résilié leur abonnement. La distribution du gaz est privatisée en 1986. 25.000 emplois sont supprimés dans les cinq années suivantes et les tarifs aux petits consom-

mateurs sont multipliés par deux. Les compagnies de production et de distribution d'électricité sont privatisées en 1990. Les 12 nouvelles compagnies se sont déjà débarrassées de 23.000 de leurs 117.000 employés. La plupart des services de soins de santé ont été privatisés : 92.000 emplois y ont été perdus depuis 1988. Les compagnies de distribution d'eau ont été privatisées à leur tour. Un tiers de l'eau transportée est perdue dans les fuites des canalisations qui ne sont plus réparées. Les habitations sociales ont été vendues suite à deux lois de 1980 et 1985. Deux millions de personnes ont été jetées hors de chez elles.

## Un patron le dit : "Vive notre Europe"

Au cours d'un colloque, le 2 juillet 1982, Pol Boël, patron des Usines Gustave Boël, déclare : «La coexistence de l'entreprise libre et de l'entreprise publique est, pour moi, une coexistence du bien et du mal. Pour moi, l'entreprise publique n'est ni justifiée, ni acceptable. Il faut avoir le courage, dans la vie, de regarder la réalité, et la réalité c'est cette coexistence de l'entreprise privée et de l'entreprise publique et elle évolue, à mon sens, d'une façon dramatique par l'expansion de l'entreprise publique dans beaucoup

de pays. C'est comme s'il y avait une loi dans laquelle la mauvaise entreprise chasse la bonne. La solution est : un retour aux sources, c'est faire marche arrière, c'est la dérégulation de Reagan, c'est la dénationalisation de Thatcher. (...) Alors la solution est simple : heureusement pour nous, il y a l'Europe, il y a la Commission, il y a le parlement, il y a une Cour de justice». (Privé de Public, pp. 44, 45, 193) La Commission et la Cour de justice européenne ont, depuis, comblé les vœux de Boël...

## Débats à Bruxelles et à Liège

Gérard de Selys présentera son livre "Privé de Public" avec des responsables syndicaux des services publics.

• **Bruxelles**, mercredi 7 février à 18h (notez l'heure). Centre International, bd Lemonnier 171. Avec Jacques Lorez, président de la CGSP et Pierre Bertin, vice-président de la SCCC.

• **Liège**, mercredi 31 janvier à 19h30. FGTEB, place St Paul, 9-11.

Avec Christian Cornet, CGSP-enseignement, Ghislain Waernier, délégué FGTEB de Cockerill-Sambre, Guy Dormal, CGSP-Cheminots, Stéphane Roussia, DIES, Jan Van de Putte, auteur de "Délégués sous les feux".

## Commandez le livre "Privé de Public !

Le livre de Gérard de Selys, "Privé de Public" (éditions EPO), est disponible à la Librairie Internationale à Bruxelles. Vous pouvez le commander en versant 756 F (698 F plus 58 F de frais

de port) sur le compte 001-1536344-37 de la Librairie internationale, 171 bd M. Lemonnier 1000 Bruxelles. (Tél. : 02/513.69.07). Avec la mention "Privé de Public".

# La Région wallonne peut-elle sauver les Forges ?

## Clabecq victime de la crise du capitalisme

**Clabecq est quasiment en faillite. Les scénarios des patrons et de la Région wallonne pour les sauver sont catastrophistes : entre 1.450 et 1.600 emplois perdus sur 2.143 dans le meilleur des cas. Comment les travailleurs peuvent-ils balayer ces plans ?**

Thomas Gounet

En novembre dernier, Louis Michel, président du PRL, puis Gérard Deprez, président du PSC, déclarent que les Forges de Clabecq doivent être fermées. Michel et Deprez n'expriment qu'une des lois du système capitaliste : une entreprise non rentable, c'est-à-dire qui ne fait pas de bénéfices, n'a pas sa place dans le capitalisme. C'est le cas des Forges. De 1975 à 1987, l'entreprise a subi une perte cumulée de 4,7 milliards de FB. De 1991 à 1995, elle a vu sa situation empirer : la perte cumulée s'est chiffrée à 4,8 milliards de FB, en cinq ans seulement. Aujourd'hui, la firme n'a quasiment plus de fonds propres. Elle est au bord de la faillite.

Dans ces circonstances, les Forges auraient pu fermer beaucoup plus tôt. Depuis vingt ans, on parle de liquidation. Cela ne s'est pas réalisé notamment grâce à la combativité des travailleurs et des délégués. Le patronat a peur de fermer l'usine, de crainte de déclencher une guerre sociale. C'est bien là une conclusion de l'histoire de Clabecq : ce n'est pas la recherche de la rentabilité qui sauve l'emploi ; c'est la combativité des travailleurs. Les travailleurs ont droit un emploi, même si leur entreprise ne réalise pas de bénéfice.

60 Forges de Clabecq menacées en Europe

Le cas des Forges n'est pas isolé. Dans la sidérurgie européenne, actuellement, il y a environ 60 millions de tonnes de surcapacités. Dans ces conditions, il y a grosso modo 60 Forges de Clabecq menacées de fermeture en Europe (1).

Cette situation montre l'absurdité

du système capitaliste. D'un côté, les firmes sidérurgiques ne peuvent écouler leur production. De l'autre, il y a des besoins non satisfaits dans la population, des besoins qui pourraient être remplis grâce à l'acier : logement, transports en commun, ... D'un côté, les barons de l'acier recherchent des profits maximums. De l'autre, ils jettent à la rue des milliers de travailleurs pour parvenir à ce but de rentabilité.

Dans ce système, il ne peut y avoir de solution définitivement favorable aux travailleurs. Leur emploi est sans cesse remis en question par la concurrence. Leurs conditions de travail et leur salaire aussi. Seul le socialisme peut apporter une solution durable aux travailleurs. Le droit à l'emploi peut être garanti, car il n'y a pas de recherche de profit maximum.

Il est possible, sous le capitalisme aussi, de se battre pour l'emploi et de gagner. Mais, pour cela, il faut être convaincu que c'est la combativité des travailleurs et non la rentabilité de l'entreprise qui sera le garant des emplois.

### La Région wallonne est aux services des patrons

Il est illusoire de demander l'aide de la Région wallonne. Celle-ci n'apportera de l'argent que sous deux conditions : d'abord favoriser un repreneur éventuel ; ensuite, demander de nouveaux sacrifices aux travailleurs. C'est toujours de cette manière que la Région wallonne a procédé aux Forges.

En 1985, elle a amené 1,5 milliard de FB en capital. Jamais un actionnaire privé n'avait livré autant d'argent aux Forges. Pourtant, la Région wallonne a laissé la



En septembre 1992, 5.000 travailleurs défilent contre les projets de restructuration du patron et de la Région wallonne. C'est la combativité des ouvriers et des délégués qui est le meilleur garant pour l'emploi.

gestion à la famille Dessy. Celle-ci a pu continuer sa stratégie de bâtir des holdings financiers (Sococlabeq) plus ou moins lucratifs, alors que les Forges périssaient. En même temps, le plan de redressement établi par la direction a entraîné la diminution de 600 emplois.

En 1992, la Région wallonne a prêté 500 millions de FB. De nouveau, c'était pour sauver Dessy, qui est resté à la tête de l'entreprise. En échange de ce crédit, le président de l'Exécutif wallon, à l'époque le "socialiste" Guy Spitaels, a exigé que les travailleurs voient leur salaire baisser de 10% jusqu'en 1996.

Il en va de même aujourd'hui. Si la Région wallonne acquiert la direction des Forges, c'est pour trouver un repreneur privé pour une firme qui aura été restructurée avec l'argent de la collectivité.

Dans le reste de la sidérurgie, les interventions de l'Etat et de la Région wallonne ont toujours servi les intérêts des patrons. Cockerill Sambre en est la meilleu-

re preuve. Lorsque les firmes de Liège et de Charleroi n'ont plus donné assez de bénéfices, la Société Générale, principal actionnaire de ces sociétés, a décidé de ne plus mettre un franc dans l'acier. Elle s'est tournée vers l'Etat qui a repris progressivement les participations sidérurgiques des holdings.

### La restructuration de Cockerill Sambre a servi à liquider 15.000 emplois

C'est avec l'argent de la collectivité que les restructurations ont été menées. Les pouvoirs publics ont mis 185 milliards de FB dans Cockerill Sambre fusionnée. Cet apport a servi à liquider 15.000 emplois, de 25.566 en 1981 à 10.100 aujourd'hui. C'est ainsi que la firme carolo-liégeoise a pu se redresser et réaliser à nouveau des bénéfices. Maintenant que c'est le cas, la Région wallonne veut céder

Cockerill Sambre au privé.

Les questions qui se posent aux travailleurs des Forges et à leurs délégués sont les suivantes : comment empêcher la même catastrophe à Clabecq ? comment barrer la route à une solution qui sacrifie les deux tiers de l'emploi ? comment récupérer le sacrifice de 10% de 1992 ?

La Région wallonne n'offre aucune solution. Le parti socialiste, qui est dominant dans l'Exécutif, non plus. Les travailleurs ne pourront compter que sur leurs seules forces. Mais, pour cela, ils doivent fonder leur lutte sur une perspective anticapitaliste, qui rejette les lois de la concurrence, les lois de la recherche maximum de profit. Ce sont ces lois qui condamnent les Forges. C'est en les dénonçant que les travailleurs peuvent défendre le maintien intégral de l'emploi et gagner.

(1) Les capacités de production des Forges s'élèvent à 1,3 million de tonnes d'acier brut et 1,1 million de tonnes de tôles.

## Clabecq, un cas modèle

Ce qui se prépare aux Forges est d'une importance capitale pour les travailleurs de ce pays.

D'abord, cette restructuration montre le caractère absurde, inhumain et inefficace du système capitaliste. Pour la région de Tubize, elle signifie la désertification industrielle. C'est une leçon pour les travailleurs et le million de personnes sans emploi fixe : le capitalisme n'a aucune solution à leur offrir.

Ensuite, la restructuration aux Forges annonce d'autres mesures dans la sidérurgie. On parle de nouvelles liquidations d'outils et d'emplois chez Boël. L'Arbed, filiale de la Société Générale, veut

supprimer 2.200 emplois sur 6.700 au Luxembourg. Une victoire à Clabecq montrerait la fermeté des travailleurs à refuser les plans patronaux. Elle servirait d'exemple aux autres luttes dans la sidérurgie, comme dans le reste de l'industrie.

Enfin, la bourgeoisie fait de Clabecq un cas d'école. C'est le sens des interventions de Louis Michel (PRL) et de Gérard Deprez (PSC). Le premier a déclaré à propos des délégués : «Ce ne sont même pas des socialistes de la FGTB. Ce sont les PTB, je dirais presque c'est le syndicalisme anarchique, l'extrême gauche qui domine, qui terrorise cette entre-

prise». Le second les qualifie de "délinquants". Ces déclarations montrent que le patronat veut liquider la force combattive des travailleurs des Forges. Il veut anéantir cette délégation qui a régulièrement apporté sa solidarité aux travailleurs d'autres usines en lutte. Il veut éliminer cette usine sans racisme, où 70% des ouvriers réclament l'égalité des droits entre travailleurs immigrés et belges. Cet enjeu est donc national. A travers cette lutte, le patronat veut imposer sa vision sur les restructurations : les ouvriers qui s'opposent aux lois du capitalisme condamnent eux-mêmes leur usine.

C'est pourquoi les travailleurs des Forges ont besoin du soutien de l'ensemble des salariés. Et eux-

mêmes devront solliciter sans cesse l'unité du secteur s'ils veulent maintenir leurs emplois.

### Tous à Clabecq : manifestons pour l'emploi

Solidarité avec les travailleurs des Forges en lutte.  
Samedi 3 février 1996, 9 heures, à Clabecq. Départ : 9h, à la place de Clabecq, près de l'usine.  
Les délégations syndicales at-

tendent 10.000 personnes. Faites de cette manifestation une journée de lutte contre les restructurations en Belgique. Invitez votre délégation syndicale. Venez nombreux.

# Coup d'Etat aux Forges

Dessy abandonne la direction à la Région wallonne

Dessy, l'actionnaire privé, démissionne et laisse la place à Froidmont, l'homme de la Région wallonne. Ce changement n'est nullement une garantie pour la sauvegarde des emplois aux Forges. La mission de Libert Froidmont est de faire le sale boulot à la place du patronat.

Marco Van Hees

L'audit commandé par la Région wallonne fournit des conclusions claires : le plan industriel de Dessy est écarté et deux scénarios sont envisagés, soit le maintien du haut fourneau et aciérie en synergie avec Boël et Fafer, soit le maintien du seul laminoir. Le coût social est fixé respectivement à 1.450 et 1.600 pertes d'emplois sur un total de 2.143. Ces deux scénarios sont inacceptables pour les travailleurs des Forges, eux qui défendent depuis toujours le maintien d'une usine sidérurgique intégrée.

Libert Froidmont, le nouveau président du conseil d'administration des Forges, est conscient de l'explosion sociale que provoquerait l'annonce d'une liquidation massive de



La Région wallonne prend la direction des Forges... pour mieux les fermer ?

l'emploi. Aussi est-il contraint de manoeuvrer : après le chômage économique, l'audit, les déclarations des politiciens et les révélations tapageuses de la presse, la dernière manoeuvre en date consiste en la recherche d'un partenaire en vue d'une synergie. Combien d'emplois coûterait une telle synergie ? «Pour l'heure, il ne faut pas parler de cela» répond Froidmont (1). Ce qui signifie que la stratégie de la Région wallonne est d'attendre le bon moment pour

liquider l'emploi à Clabecq. Et le bon moment, ce sera lorsqu'après avoir mené les travailleurs en bateau à la recherche d'une "solution", leur combativité sera suffisamment éteinte.

D'ailleurs, pour éviter que les ouvriers n'entament la grève ou d'autres actions, la Région wallonne et la presse affirment que cela mènerait à coup sûr l'usine à la faillite. Selon Froidmont, «la survie de l'entreprise dépend de la confiance des clients et des fournisseurs»

(2). Pourtant, en 1992, c'est précisément la grève et la détermination des travailleurs qui ont permis d'empêcher la suppression d'une partie de l'outil et de l'emploi. Cette même détermination est nécessaire aujourd'hui pour imposer un troisième scénario aux barons de l'acier et à leurs alliés de la Région wallonne : le maintien intégral de l'outil et des 2.143 emplois.

(1) *Le Soir*, 26 janvier 1996. (2) RTBF, 25 janvier 1996.

## La nationalisation, pourquoi ?

La Région wallonne a chassé Dessy. On pourrait croire que Clabecq est devenue une entreprise publique. Il n'en est rien. Dessy reste actionnaire à travers son holding Sococlabeq, qu'il gère avec les autres patrons privés (la famille Germeau et Cobepa). En outre, l'objectif de Libert Froidmont, le nouveau patron, est de vendre les Forges à un repreneur privé.

Cette manière de procéder s'oppose à la revendication du PTB de nationaliser le secteur sidérurgique, sans indemniser les grands actionnaires.

1. Pour le PTB, nationaliser sans indemniser, c'est faire payer les capitalistes. Pendant

des années, Dessy a bâti une fortune grâce au travail ouvrier de Clabecq. Il a laissé la firme sans le sou. Et la Région wallonne n'exige pas qu'il rembourse les dettes qu'il a créées. Pour le PTB, nationaliser consiste à exproprier les patrons de tous leurs avoirs sidérurgiques, y compris ceux qui sont profitables. Dessy doit être exproprié de Sococlabeq et fournir l'argent pour combler les pertes des Forges. Si on exige pas cela, ce sont les travailleurs qui paieront la restructuration. Ou bien l'usine sera fermée. Ou bien elle continuera, réduite à un laminoir ou à un haut fourneau, financée par la Ré-

gion wallonne (donc avec l'argent des travailleurs).

2. Pour le PTB, la nationalisation s'accompagne de mesures démocratiques. Elle est un moyen pour garantir l'emploi. Comme entreprise publique, elle est moins soumise à la concurrence et au besoin de faire des profits pour subsister. L'Etat doit mettre l'argent nécessaire pour qu'elle continue ses activités et se financer auprès des (anciens) barons de l'acier, la Société Générale, Bruxelles Lambert, Cobepa, le groupe Frère, les familles Boël, Dessy et Germeau.

C'est le contraire de ce qui se passe actuellement. La Région wallonne, que ce soit à Cockerill Sambre ou aux Forges, restructure en faveur des patrons. Elle liquide l'emploi et, lorsque la firme redevient bénéficiaire, elle la revend au privé. C'est la politique de la socialisation des pertes et de privatisation des bénéfices : les travailleurs paient, les patrons encaissent. Le PTB veut l'inverse : socialisation des bénéfices et privatisation des pertes.

La nationalisation va de pair avec la récupération du vol salarial de 10% en 1992. Le dirigeant de l'entreprise publique doit être soumis au contrôle

syndical. Son revenu ne peut dépasser trois fois celui d'un ouvrier en moyenne. La transparence des comptes doit être assurée.

3. Revendiquer la nationalisation, c'est unifier le secteur. Un des gros problèmes des luttes en sidérurgie est leur caractère local : chacun se bat contre son patron. Isolés, les travailleurs ne peuvent construire le rapport de forces suffisant pour imposer leurs vues. En demandant la nationalisation, les travailleurs s'unissent comme une seule classe contre l'ensemble des barons de l'acier pour faire échec à leurs stratégies.

Les patrons et le gouvernement n'ont jamais autant tremblé que les jours de 1982 où les travailleurs de l'acier ont débarqué unis à Bruxelles pour stopper les pertes d'emploi.

4. La nationalisation réalisée met les travailleurs en contact avec l'Etat capitaliste. Elle les amène à prendre conscience que cet Etat n'est pas neutre, qu'il sert les intérêts des patrons. Cela les pousse à aller plus loin dans leurs revendications : à renverser l'Etat actuel et à construire une nouvelle société socialiste, seule capable de garantir l'emploi et le niveau de vie des travailleurs.

## Quelques réactions des travailleurs :

### Ni licenciements "secs", ni prépensions

«La prépension sera le moyen de nous faire accepter la fermeture en plusieurs temps.

D'abord, on nous fera accepter que trois cents, six cents ouvriers partent. Ensuite, nous serons plus faibles et ils nous assainiront un nouveau coup pour finir par la fermeture complète.»

### Contre la division Clabecq - Boël

«Boël ne veut pas refaire son haut fourneau. Une synergie entre Boël et les Forges de Clabecq pourrait permettre de maintenir le haut fourneau de Clabecq, mais alors les travailleurs de Boël en feraient les frais. La délégation de Boël réagit déjà. Le seul moyen de nous en sortir c'est d'être unis.»

### Maintien de l'outil

«Pendant l'assemblée générale, Roberto D'Orazio (président de la délégation FGTB) a demandé que celui qui accepte des licenciements lève le bras. Personne n'a levé le bras. Il a répété que nous voulons sauver tous les emplois. Le maintien de tous les emplois est indispensable. Si on ferme un des outils - phase liquide, aciérie, laminoirs - ce sera la mort pour toute l'usine et pour les emplois.»

### L'audit pour restructurer

«Nous ne nous faisons pas d'illusion à propos des résultats de l'audit. S'il s'agit de peaufiner le prétendu plan industriel de Dessy de 1992, cela ne nous avancera à rien, car c'était déjà un plan de fermeture.»

### La fermeture en marche

«En arrêtant le travail pendant 24 heures le lundi 22 janvier, nous ripostons à la décision de la direction de diminuer la production de moitié en passant de 20 à 10 postes dans le laminoir et l'aciérie. Ce chômage économique est déjà une fermeture partielle.»

«En fait, on prépare les gens à accepter des conditions catastrophes. D'abord, on met les gens au chômage pendant des mois et, puis, on présente une "solution" impliquant d'énormes pertes d'emploi comme étant "le moindre mal" pour "sauver ce qui peut encore l'être".»

### Je suis prêt à me battre...

«Le maintien de l'emploi ? Je suis prêt à me battre pour l'obtenir. Le patron nous a déjà volé assez d'argent depuis 1992. Ça suffit !»

### L'argent de la Région wallonne

«L'argent de la Région wallonne, je l'ai payé deux fois : une fois par le vol de dix pour-cent de mon salaire et une deuxième fois par l'impôt.»

## Les revendications du PTB

1. Aucune fermeture totale ou partielle des Forges.
2. Maintien des 2.143 emplois.
3. Maintien de l'outil intégré. Pas de séparation phase liquide-laminoir.
4. Restitution des 10% de pertes salariales.
5. Nationalisation du secteur sidérurgique sans indemnisation des grands actionnaires.
6. Constitution d'un fonds à charge des patrons de l'acier pour éponger les pertes et les dettes des usines sidérurgiques.

## EN BREF

## Pays-Bas

## Les patrons pour le PS

Les superpatrons hollandais donnent au gouvernement socialiste de Kok la cote de 6,5. Ils se montrent surtout satisfaits de sa politique budgétaire. Sept patrons sur dix estiment que le cabinet socialiste, associé aux libéraux, fait mieux que son prédécesseur démocrate-chrétien. Cela ressort d'une enquête de Forum, journal de l'organisation patronale. (De Standard, 11.1.96) Dans toute l'Europe, les patrons témoignent leur enthousiasme envers la social-démocratie. Aussi bien là où elle gouverne seule (Suède), que là où elle partage le pouvoir avec une coalition — en Belgique avec le PSC et au Pays-Bas avec les libéraux —, elle mène avec succès une politique néolibérale.

## France

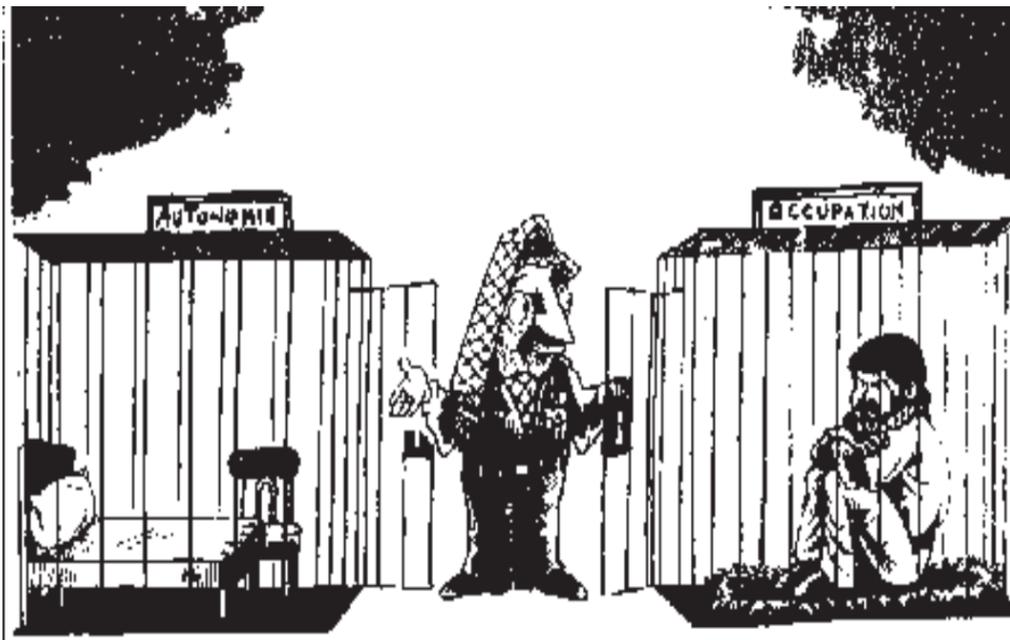
## Banlieues : 92 milliards pour les riches

«80 % des problèmes des quartiers viennent du chômage», souligne le premier ministre français, Alain Juppé, en visite tapageuse à Marseille. Il annonce un «pacte de relance pour la ville», doté de 15,4 milliards de FF pour trois ans, soit 31 milliards de FB par an. Ce plan consiste essentiellement à offrir des avantages fiscaux et immobiliers aux entreprises pour développer des «zones franches» dans les banlieues. Seule condition : embaucher pour 20 % des habitants du quartier. Le gouvernement prévoit aussi la création de 20.000 «nouveaux métiers» (agent d'ambiance, gardien d'immeuble...) par an, payés au salaire minimum, avec un contrat à durée déterminée. Autres mesures prévues : l'embauche de 4.000 policiers supplémentaires et l'ouverture de cinquante centres de rééducation pour délinquants mineurs. (Le Monde, 19 et 20 janvier 1996)

## Lycéens pauvres : pas de repas de midi

De moins en moins de lycéens français peuvent se payer le repas de midi. Depuis 1990, le nombre de demi-pensionnaires à l'école de Saint-Denis, Courtille, a chuté de 30 %. Le restaurant scolaire devra être fermé, si cela continue. Après le cours de gym, un cas d'hypoglycémie a été constaté. Le principal du collège Jules-Verne à Mureaux avoue que certains élèves passent l'heure du repas dans la cité et reviennent à jeun à la reprise des cours. La mairie de Mureaux avait été alertée au cours de l'été 1993 par l'étrange plainte d'un cultivateur de la région : les enfants de la cité avaient pris l'habitude de chercher leur nourriture dans son champ de maïs. «L'extrême pauvreté des familles ne permet plus à certains de rester demi-pensionnaires, ni même de manger à midi.» Dans d'autres rapports d'intendants de collègues, il est constaté que les rares demi-pensionnaires ont souvent plus d'appétit le lundi qu'en fin de semaine, ce qui autorise à s'interroger sur la qualité des repas du week-end. Au collège Les Boullereaux de Champigny-sur-Marne, les profs doivent faire la guerre aux miettes de pain qui s'incrument au fond des cartables et dans les cahiers : certains élèves ont la mauvaise habitude de se bourrer les poches de pain en sortant du réfectoire... (Libération, 23 janvier 1996)

Voilà où mène le démantèlement de l'enseignement dans une société où de plus en plus de gens ont de la peine à nouer les deux bouts. A Cuba, où le revenu moyen par personne est beaucoup plus bas qu'en Europe occidentale, l'enseignement est entièrement gratuit, y compris les repas !



## Vote amer palestinien

«Rien n'a changé dans notre vie»

**1.013.235 Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza (70 % au total) ont pu voter pour la première fois le 20 janvier. Yasser Arafat a été élu président du Conseil avec 88,8 % des voix.**

Jan Cools, de Palestine

Les Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés par Israël sont-ils vraiment satisfaits des accords d'Oslo, dont Arafat est le symbole ? Les Palestiniens n'ont toujours pas de propre Etat, le statut de Jérusalem n'est pas encore renégoциé et aucune solution n'a été offerte aux millions de Palestiniens réfugiés à l'étranger.

Nous nous sommes entretenus avec le docteur Sarraj, le président de la commission palestinienne des droits de l'homme à Gaza : «Le principal changement est qu'il n'y a plus de soldats israéliens, ou du

moins on ne les voit plus. En réalité, l'Autorité palestinienne est entièrement contrôlée par la Défense militaire de Tel Aviv.

## La moitié des Palestiniens sans emploi

Au niveau socio-économique, la situation est catastrophique. Plus de 50% des Palestiniens n'a pas d'emploi. Chaque jour de bouclage de la Cisjordanie et de Gaza signifie pour les Palestiniens une perte de 3 millions de dollars. Et cela arrive souvent. Les soins de santé deviennent impayables.

L'hôpital Al-Ahli à Gaza-city, a refusé de soigner un enfant aux urgences, car le chauffeur qui l'avait renversé n'avait pas d'assurance.

Les loyers des nouvelles constructions grimpent jusqu'à 600 dollars par mois. Les Palestiniens qui vivent dans les camps sont amers : Rien n'a changé pour nous. D'où vient l'argent des riches ? Avant l'Intifada il y a dix ans, nous connaissions une situation semblable. Finalement, les gens se sont révoltés et ils sont descendus dans la rue.»

Arafat jouit encore du soutien par son passé de dirigeant d'une puissante OLP. Les quelques améliorations (temporaires) lui sont attribuées. Les gens ne voient pas d'alternative. Les partis d'opposition cherchent leur voie après la capitulation d'Arafat. Ils avaient appelé au boycott des élections et doivent aujourd'hui en faire le bilan.

## Un ami de la CIA devenu ennemi

Prison à vie pour le cheikh Abdel Rahman aux Etats-Unis

Hilde Meesters

Le 17 janvier, le cheikh égyptien aveugle Omar Abdel-Rahman a été condamné à vie aux Etats-Unis pour sa participation à l'attentat à la bombe du 26 février 1993 au World Trade Center à New York. Cet attentat a coûté la vie à six personnes et blessé plus de mille autres. Huit de ses complices ont été condamnés à des peines de 25 à 37 ans. Aucun d'eux n'a été inculpé directement pour les faits. La condamnation relève uniquement du fait qu'ils fai-

saient parties de l'organisation des responsables de l'attentat, déjà condamnés auparavant. (1)

La «carrière» d'Abdel-Rahman révèle quelques faits remarquables. Lors de la guerre en Afghanistan, la CIA a entraîné des centaines de milliers de «combattants de dieu» au Pakistan. Venus de tous les pays arabes, ils étaient payés par l'Arabie saoudite. Pour ce recrutement, la CIA a activé ses anciens contacts liés à toutes sortes de fondamentalistes. En

Egypte, il s'agissait du cheikh Abdel-Rahman, le père spirituel de Al-Gamaa al-Islamiyya (Groupe islamique), qui mène depuis début 1992 une guérilla intégriste contre le régime de Moubarak. Le cheikh a été soupçonné d'avoir donné son feu vert à l'assassinat du président Sadate en 1981. Mais il fut acquitté. Grâce à ses connections avec la CIA, il a pu obtenir un visa américain et fuir à New York. L'ex-ami de la CIA a donc été remercié pour services rendus. Quelques mois plus tard, après

## «Morts, levez-vous!»

«Dead man walking» (la promenade des morts), s'écrit un gardien de prison quand on emmène un condamné à son exécution, aux Etats-Unis. C'est aussi le titre du dernier film du metteur en scène US Tim Robbins. Le nombre des condamnés exécutés ne cesse d'augmenter (trois pour cette seule semaine).

Robbins s'est basé sur le livre du même nom d'Helen Prejean, nonne catholique qui assiste beaucoup de condamnés. Dans «Dead man walking», la victime est de race blanche. Pourtant, 85 % des condamnés sont noirs. Commentaire de Robbins : «Cela se peut bien. Mais davantage que noirs, ils sont pauvres. Et la plupart se font condamner pour avoir tué des Blancs. L'inégalité raciale vaut donc surtout pour les victimes. La manière dont Helen l'explique dans son livre, c'est que tout le monde s'en fiche si vous tuez un pauvre ou un Noir ordinaire. Mais si vous tuez quelqu'un qui a de l'argent ou quelque importance, alors vous risquez fort d'encourir la peine de mort. Donc, il ne s'agit pas d'un système judiciaire équitable» (Humo 23/1/96, p 35).

## Acquittement des frères Maxwell

Kevin et Ian Maxwell, du groupe du même nom, ont été acquittés le 19 janvier. Ils étaient accusés de détournement frauduleux de 122 millions de livres (cinq milliards FB) du fonds de pension des entreprises Maxwell pour tenter d'empêcher l'effondrement de cet empire.

Pourtant, le Bureau des Fraudes avait investi 900 millions FB dans la préparation de cette affaire (International Herald Tribune, 20-21/1/96). En vain. Piquer cinq milliards à des milliers de pensionnés, cela pèse moins lourd qu'un vol de sac à main. Notre gouvernement PS-PSC veut favoriser le développement des fonds des pension. L'affaire Maxwell montre le danger.

l'attentat au World Trade Center, il a été arrêté et inculpé. Il serait l'instigateur de l'attentat et en aurait planifié d'autres : faire sauter le quartier général des Nations unies ou deux tunnels entre New York et New Jersey et assassiner Moubarak. D'ami et allié, le fondamentaliste égyptien, s'est transformé en ennemi. (2)

1. NRC Handelsblad, 18 janvier 1996. 2. Paul Vanden Bavière, Ze komen uit het Oosten, Ed. Scoop, 1995.

# Le Rwanda, deux ans après le génocide

## Témoignage d'une brigadiste, de retour du Rwanda

**Avec trois autres brigadistes, j'ai visité les projets de Médecine pour le Tiers Monde. Nous avons rencontré des enfants parrainés.**

Marianne, de retour du Rwanda

Deux ans après le génocide, on remarque encore quelques dégâts aux bâtiments. L'économie se remet en route. Beaucoup de gens racontent leur histoire prenante sur le génocide. A la campagne, on voit encore beaucoup de maisons dévastées. Au village de Ntamara, on a conservé les crânes et les os en mémoire des massacres. Dans l'église, qui a servi de refuge, on remarque encore les impacts de balles. L'appareil judiciaire ne fonctionne presque pas. Il n'y a toujours pas de procès, par manque de personnel et d'infrastructure. Les gens sont néanmoins encouragés à dénoncer les assassins, à chercher le plus grand nombre possible de témoins pour faire un jugement correct.

Rita et Robert ont rendu visite à leurs filleuls, qu'ils soutiennent depuis plus d'un an. Une coordinatrice sur place suit de près les enfants. Pour Robert et Rita, c'était merveilleux de rencontrer leurs filleuls chez eux. Les mères des enfants — encore en vie — étaient aussi contentes. Elles ont utilisé une partie de l'argent du projet pour construire un moulin. A Runda, il y a encore beaucoup d'enfants-candidats pour le parrainage !



Voulez-vous parrainer un enfant ? De nombreux enfants du village de Runda sont candidats. La LAI se fera un plaisir de vous renseigner.

Beaucoup de bruits circulent en Belgique et au Zaïre sur de nouveaux "meurtres ethniques". Pourtant, au stade sportif de Gitarama, nous avons assisté à un meeting avec 20.000 personnes; des survivants et des ex-réfugiés. Le préfet de Gitarama a donné des informations sur la reconstruction du Rwanda et l'unité du peuple rwandais. Une pièce de théâtre illustre l'histoire du génocide et le passé colonial. De nombreux groupes de danse sont produits. Le gouvernement tente vraiment de sensibiliser les gens, de combattre les tentatives de vengeance individuelles.

La plupart des camps de réfugiés se trouvent à la frontière avec le Zaïre. Afin de donner une chance aux rapatriés, un nouveau centre de transit a été construit près de Kigali, pour 7.000 personnes. A la frontière zaïroise, j'ai rencontré un réfugié. Après une visite à Kigali, il venait attendre sa femme, encore dans un camp au Zaïre. Il m'a raconté qu'au Zaïre circulent beaucoup d'informations fausses sur des réfugiés soi-disant assassinés à leur retour.

Ce n'est qu'en écoutant les témoignages, qu'on se rend vraiment compte de ce qui s'est passé. Les gens seront marqués toute leur vie par le génocide.

On a besoin de beaucoup d'argent pour remettre sur pied l'administration, pour construire des dizaines de milliers de maisons, pour relancer l'agriculture. Ce sont en premier lieu les pays qui sont à l'origine du génocide qui doivent financer cela : la France et la Belgique. Dans notre campagne Rwanda, nous devons mettre en avant cette revendication. Pour nos projets dans le village de Runda, pour le parrainage, nous avons également encore besoin de beaucoup d'argent et de collaborateurs.

Ecrivez ou téléphonez à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, tel. 02/513.53.86

## Où va le Rwanda ?

### Conférence de Ludo Martens au Centre International, le 9 février

Ludo Martens, de retour du Rwanda

En entrant dans le salon, j'ai vu un militaire dans la porte de la cuisine, braquant sa kalashnikov sur Robert. Les cinq autres habitants belges de notre maison à Kimisagara, à la limite de Kigali, étaient étendus sur le sol. C'est alors que j'ai compris que nous étions victimes d'une attaque à main armée par des bandits en uniforme militaire. C'était le jeudi 4 janvier.

Du 27 décembre au 15 janvier, nous avons fait le point de la situation au Rwanda en vue de la publication d'un numéro spécial de Solidaire, à paraître en février.

Ce 4 janvier à 7h30, j'avais un rendez-vous avec Tito Rutaremara, le chef de file du Front

Patriotique au Parlement de Kigali. 8h45, coup de sonnette. Je sors et je rencontre un militaire. Je lui demande où est Tito, mais il ne parle ni le français ni l'anglais. Je le dépasse et, arrivé à l'entrée, je remarque le gardien, maîtrisé par un inconnu. «Rendez dans la maison», dit-il. En entendant crier «Dollars ! Donnez vos dollars !», je réalise ce qui nous arrive. L'attaque est exécutée par trois ou quatre militaires, dirigés par un civil. Ils ont volé un ordinateur, une caméra vidéo, des appareils photo, etc. Les actes de banditisme de ce genre se multiplient ces derniers temps à Kigali. Les raisons sont multiples. Le boycott continu du nouveau Rwanda par la France, la Belgique et d'autres puissances crée une

pauvreté insupportable. Certains volent simplement pour survivre. La France et la Belgique continuent à soutenir les auteurs du génocide. Des Interahamwe sont toujours présents à Kigali. Ils commettent des crimes dans le pays pour déstabiliser le régime. Des Interahamwe en uniforme militaire ont été abattus à Kigali. Le gouvernement d'unité nationale est pris entre deux feux, également destructeurs : la France et la Belgique comptent rétablir leur domination sur le Rwanda en s'appuyant sur les courants racistes hutu et sur les forces qui ont exterminé un million de Tutsi et de Hutu démocrates. Ils relancent les assassins en menant une campagne d'intoxication sur le thème : «L'actuel régime Tutsi

commet un nouveau génocide rampant». De l'autre côté, les Etats-Unis et le FMI profitent du dénuement total du nouveau gouvernement, pour lui imposer des mesures économiques insoutenables. Le libéralisme outrancier et la privatisation généralisée créeront inévitablement des contradictions sociales explosives qu'il sera presque impossible à gérer. Après deux ans où l'essentiel était d'assurer la sécurité militaire, la stabilité du pays et la reconstruction des infrastructures, les autorités rwandaises s'interrogent sur la voie à suivre. Lors de la conférence au Centre International (boulevard Lemonnier 171), à 20h, sera projetée une vidéo, qui montre la participation de certaines femmes aux massacres de 1994.

## AGENDA

### Liège

**Mercredi 31 janvier 19h30**

"Débat sur les privatisations". Gérard de Selys présente son livre "Privé de public", avec Christian Cornet, CGSP-enseignement, Ghislain Waernier, FGTB, Cockerill-Sambre, Michel Olynyk, CSC, Cockerill-Sambre, Guy Dormal, CGSP-cheminots, Stéphane Roussia, DIES (Délégation indépendante des étudiants du secondaire), Jan Vandeputte, auteur du livre "Délégués sous les feux". FGTB, place Saint-Paul 9-11, Liège. Org. : EPO.

### Charleroi

**Judi 1er février, 19h30**

Débat sur la lutte pour l'emploi avec Bruno Baudson (CNE), Daniel Van Daele (CGSP), Jo Cottenier (PTB). La Braise, rue Zénobe Gramme 21. Org. : PTB Charleroi.

### Mons

**Vendredi 9 février, 19h30**

"Débat pour l'emploi" avec Freddy Matthieu, secrétaire FGTB, Pino Carlino, Secrétaire CSC, Jo Cottenier, économiste du PTB. Théâtre Royal, Grand-Place 18. Org. : INEM.

### Annonce publicitaire

Au Centre International  
Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 17 févr.

Ouvert de 12 à 18 heures. Entrée libre  
Exposition de photos réalisées par Juan Ramón LEÓN & Antonio OROPEZA  
'De la selva Lacandona a la selva de asfalto'

31 janv., à 20h. En esp. & frç. 90F

Les femmes dans la lutte de libération mexicaine

Vidéo: 'Las mujeres definen el rumbo'  
Espagnol / Anglais, 30 min.  
Débat avec Victoria OSUNA

1er févr., à 20h. En français. 90F

David Alfaro Siqueiros  
Laurent COURTENS

2 févr., à 20h. Entrée: 90F

Trois documentaires mexicains  
'Un fantasma recorre el mundo...'  
En espagnol, sous-titres anglais, 60 min.  
'El dialogo entre el EZLN y el gobierno federal'  
En espagnol, 60 min.  
'Las fronteras' (Les frontières), court-métrage d'Elio-Borders  
'Elegido Morelia de Chiapas'  
En espagnol, 40 min.

3 févr., à 18h. En esp. & frç. Entrée libre

Apéritif poétique  
Poésie mexicaine  
Composé par José SERNA.  
De la poésie Nahuatl précolombienne à O. PAZ, NOVO, E. HUERTAZ, L. VELARDE, J. TABLADA, & TORRI.

3 févr., à partir de 20h. Entrée: 120F

Fiesta Mexicana  
A 20h: hommage au peuple mexicain  
A 21h: concert par le groupe CHAMANTO  
Dès 23h: fiesta sur les rythmes latins.

7 févr., à 18h. En frç. & néerl. 90F

(Sandwiches à prix démocratiques)  
Privatisations,  
le coup du siècle  
Gérard DE SELYS, journaliste RTBf, présente son dernier ouvrage "Privé de public".

# Deux Basques extradés à cause d'aveux sous la torture

Luis et Raquel, victimes du démantèlement des droits de l'homme par l'Europe

**La décision belge d'extrader Luis Moreno et Raquel Garcia est une application directe de l'Europe antidémocratique. Celle-ci octroie à l'Espagne le label d'Etat démocratique bien qu'elle pratique la torture et que les responsables socialistes y dirigent directement un escadron de la mort.**

Tony Busselen

Au moment où nous écrivons ces lignes, Luis Moreno et Raquel Garcia, deux Basques sympathisants de l'ETA, interjettent appel auprès du Conseil d'Etat contre la décision du ministre de la Justice, Stefaan De Clerk. Celui-ci a décidé de les extradier la semaine dernière en niant l'avis de la Chambre des mises en accusation de Bruxelles. Laquelle avait acquitté les deux Basques le 23 juillet 93, parce que la justice espagnole les poursuivait en raison de leurs sympathies politiques.

L'ordre d'extradition de De Clerk mentionne également le fait que «le ministre s'est enfin soucié de la nécessité absolue de collaboration internationale en matière de lutte contre la criminalité.»

## Les deux mensonges du ministre De Clerck

Les deux Basques sont injustement accusés par l'Espagne d'"appartenance à une bande armée", à savoir l'organisation basque E.T.A. Luis Moreno et Raquel Garcia ont été obligés de fuir l'Espagne après qu'au début de 1992, leur maison avait été mise sens dessus dessous par la police espagnole qui avait lancé une

grande opération après le meurtre d'un policier espagnol. 43 personnes ont été arrêtées pendant cette opération, dont 37 ont déclaré avoir été torturées.

Inquiétés par ces informations, Luis et Raquel se sont réfugiés en Belgique pour y commencer une nouvelle vie avec leur enfant. Il importe encore de préciser que les 43 personnes arrêtées ont été inculpées, ainsi que Luis et Raquel, sur base des déclarations d'une seule personne, Juan Ramon Rojo. Celui-ci a fait ces déclarations suite à de graves tortures, qui ont été attestées par le médecin légiste. Ces tortures qui lui ont été infligées ont été dénoncées par Amnesty International et signalées également par le rapporteur spécial pour la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Malgré ces faits indéniables et malgré la décision de la Chambre des mises en accusation, De Clerk affirme aujourd'hui qu'il ne s'agit pas de poursuites pour des motifs politiques. Il cache mal les deux arguments politiques à la base de sa position. Premier argument : selon notre gouvernement, l'Espagne étant membre de l'Europe, est un Etat démocratique. Mais non ! L'article ci-contre démontre que cet Etat espagnol dirigé par un gouvernement socialiste a organisé la milice terroriste GAL.



Luis Moreno et Raquel Garcia, menacés de prison et de torture par l'extradition de notre ministre socialiste Van de Lanotte.

Un deuxième argument invoqué par De Clerk est que la collaboration entre les Etats membres de l'Union européenne dans "la lutte contre le crime" ne doit en aucun cas être mise à mal par un refus d'extradition à l'Espagne.

Cette extradition doit donc alarmer tous les démocrates. La dynamique européenne implique également une logique de démantèlement des droits démocratiques. Dans leur lutte contre les réfugiés, les gouvernements européens ont d'abord introduit la distinction parfaitement illégale entre réfugiés politiques et économiques. Ensuite, on constate que la notion de "réfugié" politique est subordonnée aux besoins politi-

ques et économiques des gouvernements. Ainsi, le gouvernement britannique a extradé il y a quelques semaines l'opposant

saoudien Masaari vers la République dominicaine. Raison ? Sa présence en Grande-Bretagne menaçait les importants contrats (livraisons d'armes notamment) qu'ont passés des entreprises britanniques avec le gouvernement réactionnaire d'Arabie saoudite.

L'arrestation de Raquel et Luis montre également à quoi doivent s'attendre les nombreux opposants turcs et kurdes, lorsque la dictature turque demande leur extradition à l'Union européenne

## Un livre où Raquel et Luis parlent...

Les chemins de l'exil", parus en 1995 aux éditions EPO, présentent vingt témoignages de réfugiés du monde entier. Leurs histoires, pourquoy ils ont fui leur pays, les difficultés rencontrées en arrivant ici. Parmi ces vingt, Raquel et Luis... Vous pouvez commander ce livre à la Librairie Internationale, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles (698 FB + 58 FB de port).

## Ecrivez-leur !

L'auditeur du Conseil d'Etat a demandé ce lundi la suspension du mandat d'extradition. La chance est très grande que le Conseil d'Etat suive. Cela signifie que ces deux camarades entament une nouvelle bataille juridique. Mais entre temps, ils sont tou-

jours en prison. La tension et la séparation d'avec leur enfant pèse certainement très lourd. Nous appelons nos lecteurs à les soutenir Raquel et Luis en écrivant par l'intermédiaire de notre rédaction : Solidaire, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles. Nous transmettrons.

# Le GAL torturait et assassinait sur commande

Un ministre socialiste espagnol dirigeait un groupe terroriste d'extrême droite

Le GAL (Grupos Antiterroristas de Liberacion), escadron de la mort émanant de l'Etat espagnol, a été actif surtout de 1983 à 1987. Outre 27 assassinats, il s'est chargé d'attentats à la bombe et d'enlèvements. Alors que des mercenaires exécutaient les sales besognes, des collaborateurs des services secrets espagnols assuraient la coordination pratique. (1)

La structure de commande avait été mise sur pied par le ministère de l'Intérieur du gouvernement socialiste. Ce ministère finançait également le GAL. Presque tous les attentats et meurtres de l'escadron de la mort (qui se présentait comme un groupe d'extrême droite) ont eu lieu sur le territoire français. Ainsi, un commando du GAL enlevait le 16 octobre 1983 à Bayonne en France deux membres de l'ETA, Jose Lasca et Ignacio Zabala. Ceux-ci ont été amenés en bateau en Espagne et

enfermés dans une caserne de la Guardia Civil, la sinistre police militaire espagnole. Après trois mois d'incarcération et de tortures - on leur avait par exemple arraché les ongles - ils ont été assassinés d'une balle dans la nuque. Leurs cadavres ont été recouverts de chaux vive. En 1987, le GAL a disparu de l'actualité, parce que ses opérations avaient produit le résultat escompté. A partir de cette année, la France a notamment commencé à extradier massivement les militants de l'ETA.

A la fin des années 80, les recherches sur les activités du GAL ont d'abord conduit à deux policiers de Bilbao : Jose Amedo et Miguel Dominguez. En 1991, ceux-ci ont été condamnés à 108 années de prison pour six tentatives de meurtre et appartenance à une organisation criminelle.

Amedo et Dominguez portant toute la responsabilité et la

question du financement de l'escadron de la mort étant évacuée, on a pu classer l'affaire du GAL comme étant le fait de quelques policiers déboussolés. Amedo et Dominguez ont été largement récompensés pour leur silence. Le ministère de l'Intérieur leur verse mensuellement une somme de 120.000 FB sur leur compte secret en Suisse. Trois années après leur condamnation, les deux policiers ne devaient plus passer que la nuit en prison. Malgré ce régime privilégié, Amedo et Dominguez ont décidé en décembre 1994 de révéler les véritables responsabilités dans l'affaire du GAL. Leurs révélations mettaient en cause une série de responsables socialistes, dont l'ancien ministre de l'Intérieur Barriouveau et le secrétaire d'Etat à la Sécurité, Vera. Peu après leurs déclarations, les policiers Amedo et Dominguez ont été mis en

liberté, "pour protéger leur vie", affirmait-on. Selon des rumeurs, un attentat se préparait contre eux. Le service de renseignement militaire (CESID) faisait également état d'un complot visant à assassiner le juge Baltazar Garzon qui dirigeait les enquêtes sur les activités du GAL.

Le premier ministre social-démocrate Gonzalez a toujours nié son implication et celle de son ministre de l'Intérieur dans l'affaire du GAL. Cependant, la semaine dernière, l'ancien ministre de l'Intérieur, le socialiste Barriouveau, a officiellement été inculpé pour ses "liens avec une bande armée". La justice déclare détenir des preuves crédibles que Barriouveau et Vera dirigeaient directement le GAL. (2)

Mais comme nous l'avons constaté en Belgique lors de l'affaire Agusta, la bourgeoisie vient au secours de la social-démocratie en

des moments critiques. En Espagne aussi, la bourgeoisie a pris la défense des socialistes. Ainsi, sous la pression de la direction de l'armée, le grand parti de l'opposition de droite, celui d'Aznar, a accepté vendredi dernier que la commission d'enquête sur le GAL soit dissoute et que les recherches soient arrêtées. La justice a d'ores et déjà ajourné le procès de Barriouveau jusqu'après les élections prochaines. (3) Tout cela démontre à quel point en Espagne comme ailleurs la social-démocratie est utile pour exécuter les sales besognes de la bourgeoisie : freiner par une démagogie de gauche la résistance croissante aux mesures antisociales et antidémocratiques de l'Europe.

(1) Données sur le GAL : journal allemand "Geheim" n° 2 / 95; (2) Frankfurter Allgemeine, 26/01/96; (3) De Standaard 27/01/96.

# «N'oubliez pas Kim !», dit Léa, sa mère

Arrêté pour avoir fumé un joint, Kim Saadeldin, mort à 16 ans

**Kim Saadeldin avait 16 ans. Il est mort d'un arrêt cardiaque dans une institution à Mol, après avoir été enfermé sept jours dans une cellule d'isolement. Il avait été arrêté et condamné à deux mois de prison parce qu'il fumait un joint avec ses amis. Le comité "Boej" exige que les conditions de sa mort soient éclaircies. Nous avons rencontré Lea, sa mère, et Sandra, sa soeur.**

Sebbe, Tom

«S'il y a une chose que j'ai apprise, c'est sûr et certain, c'est "Fuck the world"... Dans ce monde avide de fric, capitaliste et "civilisé", nous n'avons aucun droit. Tout est hypocritie.» C'est ce que déclarait Kim dans une lettre à ses amis, quelques jours avant sa mort. Une campagne de pétition a été lancée exigeant que les conditions de l'arrestation, de la condamnation, de l'emprisonnement et de la mort de Kim soient éclaircies.

**Vous avez créé un comité avec des parents d'autres jeunes et des amis.**

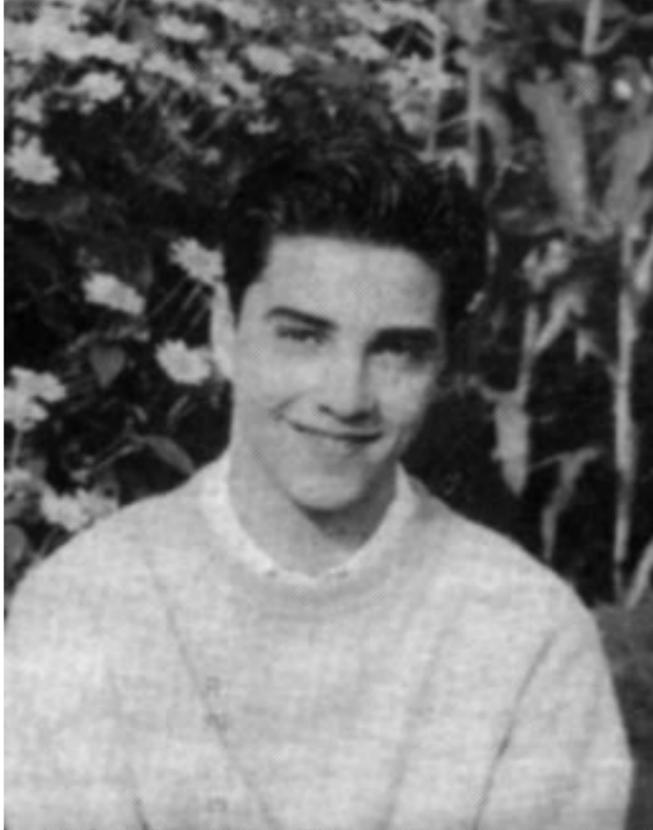
**Lea.** Ce que nous avons vécu avec Kim, beaucoup de parents l'ont déjà vécu comme nous. La plupart du temps, la famille du jeune garçon ou de la jeune fille organise une "fête" à sa sortie de prison et on oublie l'affaire. Mais Kim est mort. Son récit provoque des réactions des autres parents. Nous ne nous taisons plus. Nous attendons encore les résultats des analyses du laboratoire. Sur cette base, nous avons l'intention de porter plainte ou d'entamer un procès. Nous pensons que des fautes ont été commises entre l'arrestation et l'enfermement.

Le comité Boej a été constitué à une réunion, quelques jours après la mort de Kim. Septante

personnes étaient présentes. Nous ne voulons pas parler des raisons pour lesquelles Kim a été arrêté, nous voulons en premier lieu réagir à la répression croissante contre les jeunes. La plupart d'entre eux en sont terriblement choqués. L'asbl que nous avons créé veut accueillir les jeunes dans la même situation.

Nous voulons que l'on interdise l'emprisonnement des mineurs en cellules d'isolement. C'est la peine la plus grave qui existe encore en Belgique. Kim a été enfermé pendant sept jours dans une cellule d'isolement. Lorsqu'il y a eu de la place pour lui à Mol, la procédure normale a été appliquée : deux jours supplémentaires de cellule d'isolement.

**Sandra.** Nous voulons aussi que les juges de la jeunesse ne soient plus autorisés à décider seuls du sort d'un mineur. Divers témoignages montrent que les mêmes faits sont condamnés diversement. En cas d'arrestation, les droits des mineurs ne sont pas garantis. Un adulte peut téléphoner et contacter son avocat. A un mineur, ce droit peut être refusé. La manière dont les jeunes ont été arrêtés ce soir-là est inimaginable : l'un d'eux a été menacé d'un revolver, un autre qui était trop "stone" a été frappé en pleine figure, tout le monde a été immédiatement



Kim Saadeldin, mort à 16 ans en prison.

menotté. Tout cela parce qu'ils fumaient des joints.

**Que pensez-vous de l'intervention des forces de l'ordre à Liège contre les étudiants et à Charleroi contre les jeunes roumains ?**

**Sandra.** Nous l'avons vu à la télé. Tout cela, c'est le même système. Avant, Kim avait déjà été arrêté une fois. Les gendarmes avaient été très brutaux envers ma mère. Parce qu'elle prenait la défense de Kim, ils ont crié : «sa mère est pour la drogue», l'ont traitée de mère irresponsable. Ils voulaient la provoquer et l'humilier. Comme ces jeunes à Charleroi, qui ont été tirés comme des lapins. Pour les gendarmes qui ont

arrêté Kim, le coup de ce soir-là, était l'occasion de leur vie. Voilà pourquoi, le lendemain, les journaux ont parlé d'une "bande de trafiquants".

**Pourquoi pensez-vous que l'État s'en prend ainsi aux jeunes ? Pourquoi arrêter des jeunes qui fument un joint ?**

**Lea.** Ce sont des victimes faciles, c'est de l'abus de pouvoir. Ils savent aussi que les jeunes connaissent peu leurs droits et n'ont guère d'expérience. Pourquoi ne s'attaquent-ils pas aux grands trafiquants ? Il y a beaucoup trop de fric en jeu. En s'attaquant aux petits, la gendarmerie fait croire qu'elle agit contre la drogue, le vol. Les moyens importent peu, tant que c'est "contre la drogue".

**Sandra.** Vande Lanotte, le ministre de l'Intérieur, a édité une brochure sur la drogue, notamment pour la police et la gendarmerie. Il reconnaît avoir lui-même fumé des joints dans le passé, que cela rend calme. Il écrit que des mineurs ne sont pas à leur place en prison. Mais ce qui se passe dans les faits, sous sa direction, est en contradiction avec ce qu'il dit.

**Prévoyez-vous d'autres actions ?**

**Sandra.** En premier lieu, nous voulons que la pétition réussisse. Le 2 février, date de l'anniversaire de Kim, nous voulons la remettre au ministre de la Justice. Le lendemain, nous organisons à Anvers une boum pour Kim à la salle Pacific. Nous appelons tous les jeunes à y participer. Voici nos projets actuels, mais nous continuerons, car il ne faut pas qu'on oublie Kim.

## EN BREF

### La répression augmente, la lutte aussi !

Kim (voir ci-contre) n'est pas la seule victime de la répression croissante. Récemment, Daniel Gioni a été froidement abattu à Charleroi par un gendarme pour avoir volé une voiture.

Les jeunes qui descendent dans la rue pour défendre leurs droits sont eux aussi frappés par la répression. A Liège, une manifestation d'étudiants a été rudement dispersée par la gendarmerie le 28 novembre dernier. Certains étudiants sont cités devant le tribunal, alors que les gendarmes font de fausses dépositions sur ce qui s'est passé. La même répression s'abat sur les travailleurs "plus âgés". 300 personnes ont été arrêtées sur les pistes de la Sabena lors des actions contre le plan de restructuration.

De quel côté de la barrière se trouvent la Justice, la gendarmerie, la police ? Certainement pas du côté des travailleurs ! La répression augmente, car c'est la seule réponse que le système capitaliste peut offrir à l'insécurité croissante des jeunes : mauvais enseignement, chômage, racisme, no future...

Rebelle et le PTB luttent pour une autre société, pour un avenir avec un enseignement de qualité, du travail et pas de racisme. C'est la raison pour laquelle ils soutiennent le comité Boej, pour exiger que les conditions de la mort de Kim Saadeldin soient éclaircies, que les responsables de ce traitement inhumain soient punis.

### 17 février : une boum en mémoire de Kim

Le 2 février, Kim (voir ci-contre) aurait eu 17 ans. C'est la raison pour laquelle ses amis organisent une boum avec des groupes de musique, le samedi 3 février, dans la salle Pacific, Jan Van Gentstraat, Anvers. Entrée : 150 F. Rebelle appelle les jeunes à y participer en guise de dénonciation de la répression dont Kim a été la victime et qui frappe d'autres jeunes.

### Signez la pétition lancée par l'asbl Boej !

«Nous soussignés, demandons au ministre de la Justice De Clerck qu'il garantisse personnellement que les revendications suivantes soient appliquées :

- Communication complète à sa mère de tous les dossiers ayant trait à l'arrestation, la condamnation, l'emprisonnement et les conditions de la mort de Kim Saadeldin.
- Limitation du pouvoir des juges de la jeunesse.
- Révision complète de la législation sur la punition des mineurs d'âge.
- Conditions d'accueil plus humaines pour les mineurs condamnés.
- Interdiction d'enfermer des mineurs dans une cellule d'isolement.

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Rue et numéro : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Commune : \_\_\_\_\_  
Signature : \_\_\_\_\_

A renvoyer à Lea Akkermans, Zilverberkenlei 61, 2930 Brasschaat. Asbl Boej, 001-2663527-80.



Lea, la mère de Kim : «Les jeunes sont des victimes faciles...»

# Semaines d'action dans l'enseignement néerlandophone

Contre l'arrêt des nominations décrété par le ministre Van den Bossche

«En Belgique, c'est différent de la France, déclarait le ministre Van den Bossche (SP), en décembre. Il n'y a pas vraiment de quoi manifester.» Les syndicats ne sont pas de cet avis. Pour eux la coupe est pleine. Ils planifient des actions et des grèves dès la semaine prochaine.

Anne Coole

Du 1er février 1996 au 1er janvier 1998 le ministre socialiste Van den Bossche, chargé de l'enseignement néerlandophone, veut introduire un gel des nominations dans l'enseignement secondaire, l'enseignement artistique à temps partiel, l'enseignement de promotion sociale et les centres psychomédico-sociaux (PMS). Seules les écoles avec moins de 85 % de nommés y échapperont.

En 1994, l'enseignement secondaire en Flandre comptait 50.600 (87,5 %) professeurs nommés. 7.300 (12,5 %) avaient des contrats temporaires.

Beaucoup de nommés atteindront bientôt l'âge de la pension. Un enseignant sur quatre a 50 ans ou plus. Van den Bossche veut éviter à tout prix que des temporaires soient nommés en remplacement. «Un tel arrêt des nominations est totalement inacceptable, estime le responsable syndical Rik Schepers. C'est une atteinte aux fondements du statut du secteur public. Il ne serait même pas exagéré que la totalité des profs actuellement en fonction soient nommés». (1)

Van den Bossche veut concentrer (globaliser...) les moyens dans une seule enveloppe à gérer par l'école elle-même. L'arrêt des nominations vise à ne pas hypothéquer cette réforme de l'enseignement secondaire. C'est à juste titre que le syndicat chrétien COC affirme : «Ce sera plus facile de liquider des temporaires s'il s'avère que les enveloppes accordées aux écoles

sont insuffisantes» (1)

De 1989 à aujourd'hui, 3.000 emplois à temps plein ont déjà disparu suite aux mesures d'austérité. Par les fusions d'écoles et le financement par enveloppes, le ministre socialiste veut encore économiser 5 milliards. A nouveau 3.000 emplois en moins. Les nouveaux diplômés n'auront plus aucune chance d'avoir un boulot.

## Démagogie sur "la qualité"

Van den Bossche : «Cela me gêne fortement que les syndicats parlent toujours du personnel et jamais des élèves. Partageons-nous le même souci : la qualité de l'enseignement ?» (2)

George Vanswevelt de la CGSP-enseignement : «Les expériences de l'enseignement supérieur nous apprennent que la concentration d'écoles, l'autonomie locale, le financement par enveloppes et le statut dérégularisé ont des conséquences très graves. La qualité de l'enseignement diminue par les classes surpeuplées et la diminution du nombre de professeurs. Le stress au travail augmente par l'accumulation des tâches. Une enveloppe trop mince entraîne des licenciements et la privatisation des services d'entretien. S'en suit la démotivation et le mécontentement du personnel, en plus de l'insécurité de l'emploi et le manque de perspectives d'avenir.» (3) Van den Bossche prétend que la qualité de l'enseignement est son premier souci. En



Le refinancement de l'enseignement : une revendication qui peut unir les militants francophones et néerlandophones.

réalité, ses mesures sapent l'enseignement.

## Le refinancement, plus actuel que jamais

Dans l'enseignement francophone, l'annulation de la grève des services publics du 26 janvier a suscité beaucoup de mécontentement. Les syndicalistes voulaient regrouper leurs forces. A juste titre. 14 milliards d'économies sont toujours à l'ordre du jour dans l'enseignement, signifiant une perte de 14.000 emplois. Les fusions dans l'enseignement secondaire sont programmées. Des plans d'autonomie des écoles et le partenariat des entreprises sont préparés.

Le ministre Grafé de l'enseignement francophone affirme lui-même s'inspirer du décret Van den Bossche pour le financement du

système des "Grandes Écoles", et il pense aussi à réformer le statut des enseignants. (4)

Mais dans la partie néerlandophone du pays les actions vont démarrer. Ce qui contredit le chantage d'Onkelinx qui déclarait que le «refinancement de l'enseignement est une bêtise parce que les Flamands exigeront en échange la fédéralisation de la Sécurité sociale». Non, l'enseignement néerlandophone a également besoin de plus d'argent pour être de qualité. Plus que jamais, il faut mettre en avant la revendication centrale du refinancement fédéral de l'ensemble de l'enseignement. Sous peine de retomber dans des solutions bidon. A Liège, bastion de la lutte, des voix se font entendre pour une régionalisation de l'enseignement francophone. Qu'est-ce que cela rapporterait ? De l'argent nouveau dans la région ne pourrait venir que de nouveaux

impôts imposés aux travailleurs. Ce n'est qu'au niveau fédéral qu'on pourra prendre des mesures contre les banques et les holdings, contre la fraude fiscale. Une régionalisation nous conduirait dans la même impasse que la communautarisation : des économies au détriment de la qualité de l'enseignement et de l'emploi.

La semaine prochaine les syndicats flamands organisent des interruptions de travail et des manifestations provinciales. Des actions surprises suivront la semaine suivante. Une grève de 24 heures avec manifestation nationale est prévue. Nous appelons les syndicats francophones à se joindre à ce plan d'actions.

1. Rik Schepers, COC, Brandpunt, décembre 1995. 2. Humo, 26 décembre 1995. 3. George Vanswevelt, ACOD-enseignement dans Klasse, janvier 1996. 4. La Libre Belgique, 28 janvier 1996.

## «Si tu n'écoutes pas, on te met la matraque dans le cul»

Un jeune de 17 ans brutalisé par la police

Philippe Peers

À Charleroi, moins de quinze jours après le meurtre du jeune roumain par la gendarmerie, la répression policière frappe à nouveau un jeune de 17 ans, Jean-François. Il est depuis en état de choc, nous n'avons pu interviewer. Son père, Georges, nous relate les faits.

**Georges.** Dimanche 21 janvier, Jean-François et son copain se trouvaient sur le parking de l'hôpital. Contrôle d'identité. Selon la police, Jean-François n'avait ni casque, ni documents d'identité.

Le policier fait remarquer que le cyclo a été repeint. «Il est plus joli comme ça», réplique Jean-François avec humour. Jean-François est alors embarqué au poste sans hésitation. Il aurait été "ironique" ! Je suis allé au commissariat pour en savoir plus. Le policier a été d'une grossièreté incroyable. A mon insistance, il m'a enfin reçu. Il m'a déclaré qu'aucun procès-verbal n'avait été établi contre Jean-François, j'ai décidé alors de m'en aller. J'ai quitté le policier en bons termes pour rejoindre mon fils. Je l'ai retrouvé en larmes. Il avait reçu plusieurs coups, notam-

ment à l'oeil, au front et sur la joue. Jean-François affirme qu'on l'a forcé à se mettre tout nu et qu'on l'a menacé de lui mettre la matraque dans le cul s'il n'écoutait pas. Sa mère, après avoir fait constater les coups par un médecin, a décidé de porter plainte à la gendarmerie.

**Mais pourquoi Jean-François a-t-il été arrêté ?**

**Georges.** Apparemment, le seul mobile de l'arrestation était de calmer une "forte tête" qui faisait de l'humour. Lorsque la police a été informée du dépôt de plainte contre elle, elle a dressé un procès-

verbal le lendemain, le lundi, et en réaction au dépôt de la plainte. Là dessus, je suis formel. Mon épouse et Jean-François ont été réentendus par des policiers en civil. Ceux-ci ont essayé d'influencer leur témoignage en jouant sur les termes. D'autre part, j'ai voulu de mon côté, déposer plainte contre l'attitude du policier. Cela m'a été refusé sous prétexte «qu'on en avait déjà assez fait comme ça», «qu'il ne fallait pas en faire trop». Le mercredi 24, j'apprends que mon fils a de nouveau été arrêté pour un complément d'enquête. En fait, à la suite d'un reportage sur

ces événements à la RTBf, une dame prétend avoir reconnu Jean-François étant un voleur.

Je trouve totalement inqualifiable de faire croire à un complément d'enquête, lorsqu'il s'agit en fait d'une arrestation. On nous a manipulés. Comme la police n'avait absolument aucune preuve, Jean-François a été relâché. Mais le dossier est toujours en cours. Le procureur du roi prétend maintenant que les blessures ne correspondent pas à la version des faits. Je conteste tout à fait ces propos. Un constat a été fait par un médecin.

Envoyez vos lettres à Solidaire  
Bd. M.Lemonnier 171  
1000 Bruxelles.  
La rédaction se réserve le droit  
d'abréger les lettres.

## France : nouvelle génération de militants

Le plan Juppé de régression sociale a été le déclencheur de grèves et de manifestations qui ont réussi à bloquer partiellement l'économie française. Les luttes ont été dures, les discussions passionnantes. Beaucoup de travailleurs et de jeunes participaient pour la première fois à une action de résistance au capitalisme. Beaucoup ont ouvert les yeux et pour eux rien ne sera plus comme avant. Une nouvelle génération de militants anticapitalistes s'est peut-être levée.

Cependant, l'optimisme à court terme n'est pas de mise. Il me semble réaliste de penser que décembre 95 marquera le retour en force de la lutte des classes et que nous ne sommes qu'au début d'une lutte prolongée.

N'oublions pas que les capitalistes et l'État à leur service sont les maîtres du jeu. Ils contrôlent argent, médias, école, partis de droite et soi-disant de gauche, armes... Pour l'instant, seules les consciences peuvent leur échapper.

Malgré le silence assourdissant du PS, la volonté permanente de temporisation du PC, la trahison ouverte des directions CFDT et FEN, malgré le flou CGT, FSU et FO, malgré l'absence de direction claire, les travailleurs à la base ont fait preuve d'une grande combativité. J'ose à peine imaginer les points que nous aurions pu marquer si un parti révolutionnaire et communiste avait dégagé les perspectives de lutte, avait organisé les travailleurs, avait mis en avant les mots d'ordre susceptibles de permettre la jonction entre les travailleurs de l'État et ceux du privé.

Certes, on a remarqué pendant les grèves que la démocratie à la base, dans les assemblées généra-

les a très bien fonctionné, mais ces atouts n'ont pas été suffisants pour permettre au mouvement d'être dangereux pour les capitalistes.

Un mois après où en sommes-nous ? Le mouvement s'est évanoui, les directions syndicales se taisent ou tergiversent. Rien n'est proposé, malgré les demandes des travailleurs les plus conscients et les plus combatifs pour continuer la lutte sous d'autres formes. Aujourd'hui, pour recueillir les fruits des idées et des volontés qui ont germé grâce à décembre 1995, un travail de fourmi s'impose qui suppose organisation, réflexions et explications. En un mot, il s'agit de motiver des militants. Puisse ce mouvement avoir contribué à faire saisir aux véritables amis du peuple qu'en France l'urgence c'est de donner à la classe ouvrière et à ses alliés une direction capable d'organiser les luttes révolutionnaires qui s'imposent, un véritable parti communiste marxiste-léniniste maoïste. P.S. J'ai vu dans la manif de décembre l'immense portrait de Marx amené par le PTB. Vous avez eu une idée géniale. Bravo !

G. C.  
Paris

## Crève de faim !

Je travaille depuis mes 14 ans. Je n'ai jamais été au chômage et j'ai de ce fait toujours bravement contribué à la Sécu. Jusqu'il y a dix ans, j'ai travaillé dans les services publics. Parce que j'étais "un difficile" — je réclamais mes droits — j'ai été mis en pension anticipée. Isolé avec deux enfants aux études, je perçois 34.083 francs. Mon aîné est à l'université, mon cadet dans le secondaire. L'aîné devait acheter, pour ses études, un livre de 4.000 francs ! Je ne peux pas me payer de lunettes. Maintenant, l'administration a décidé de réduire ma pension à 16.000 francs parce que, selon l'état civil, je suis marié. Mais cela fait maintenant quatre ans que je suis séparé de ma femme. On me répond : tirez votre plan.

Le règlement, c'est le règlement ! Un avant-goût de ce que nous prépare le gouvernement. Mon cas n'est certainement pas le seul. Pour enrichir encore les riches, le gouvernement veut littéralement affamer les petites gens. Ma conclusion : faites payer la crise aux riches, le plus vite sera le mieux. Si nous luttons tous ensemble, nous pouvons nous opposer aux projets du gouvernement. Pourtant, je suis convaincu que cela ne suffit pas : si nous voulons une existence digne pour nous et pour nos enfants, nous devons combattre le capitalisme même, jusqu'à sa ruine.

W. C.  
Scherpenheuvel

## Unité antifasciste

J'ai lu dans Solidaire n° 4 le compte-rendu de la journée antifasciste, organisée à Charleroi par l'"Unité Antifasciste" et à laquelle je n'ai malheureusement pu participer. Quoi d'étonnant que cette journée ait été, dans notre État "démocratique", placée sous la surveillance et les pressions de la BSR, sous la responsabilité politique directe d'un ministre "socialiste" de l'Intérieur ? Ce qui l'est moins, c'est la réaction de l'"Union des Antifascistes" de Charleroi qui regroupe pourtant un ensemble de mouvements, qui sous l'étiquette pluraliste, se disent "unitaires, progressistes et démocratiques", même si ceux-ci se sont surtout rassemblés après le lancement de la pétition "Objectif 479.917". Il ne faut cependant pas oublier que dans l'Allemagne d'avant-guerre, certaines organisations "démocratiques" ont préféré faciliter la montée de l'hitlérisme par la division plutôt que de s'allier avec les communistes; qu'à la même époque, en Belgique, certains courants, représentés dans l'Union des Antifascistes de Charleroi, excluaient déjà les communistes des syndicats, sous prétexte de lutter contre les propagandistes de la dictature et du parti unique...

Rien n'a donc changé : l'anti-communisme rabique et viscéral reste le plus fort et est aujourd'hui cautionné par les reconvertis et récupérés de l'ex-PCB. Leur attachement à la prétendue démocratie capitaliste les aveugle toujours. Il reste à espérer qu'il ne sera pas trop tard lorsqu'il verront de nouveau clair.

Roger Romain  
Courcelles

## Katrin Krabbe

Dans la rubrique sportive du Standaard (10 janvier), j'ai lu une interview de Katrin Krabbe, la célèbre coureuse de fond d'Allemagne de l'Est. Un bol d'air pur dans le courant de propagande anti-RDA. L'article raconte que Katrin a été suspendue pour usage de drogue. Mais le produit qu'elle a utilisé n'a été mis sur la liste noire qu'en 1992, juste avant les Jeux Olympiques. Katrin Krabbe a finalement gagné le procès qu'elle avait intenté contre la suspension.

Elle raconte que la chute de Mur de Berlin, lui a apporté des avantages mais aussi de nombreux aspects négatifs : «La presse : je protège fort ma vie privée, mais la presse ne l'accepte pas. Le goût de donner des interviews m'est vite passé. Naturellement, ce que la presse de RDA écrivait sur moi était plus ou moins dicté par en haut, mais au moins j'étais respectée en tant qu'être humain. Sport et études : en RDA, il était possible de les combiner, mais maintenant, j'ai dû abandonner

ma formation d'institutrice, faute d'argent. Liberté : à treize ans, j'habitais avec trois autres jeunes filles à l'internat sportif près du stade de sport de Neubrandenburg. Je pouvais rentrer régulièrement à la maison, mes parents habitaient cette ville eux aussi. Ce n'était pas une contrainte, j'ai toujours eu beaucoup de plaisir. Après la réunification, les règles sévères qui existaient depuis toujours dans l'équipe de RDA furent supprimées. Ce n'était pas que j'avais davantage besoin de liberté. Comme sportif de haut niveau, je respectais un certain régime et j'étais assez motivée pour ne pas trop me laisser aller à la "nouvelle liberté". Égalité : en RDA, tous les sportifs de haut niveau étaient égaux. On n'était pas récompensé en fonction de la popularité du sport. Un champion du monde d'aviron avait tout autant de valeur qu'un champion du monde du cent mètres. Enfin, à propos de la Stasi : je craignais que mon dossier contienne des éléments accablants... La presse avait aussi accès à ces dossiers et tant de bruits circulaient... Finalement, il n'y avait rien de particulier dans mon dossier : des notes sur mes voyages à l'étranger, avec qui j'avais eu des contacts là-bas, des choses de ce genre. Après coup, on peut dire que c'était une drôle de manière de vivre. Mais je n'ai jamais eu le sentiment que je devais faire fort attention. Je vivais bien, je menais une vie normale. Bien plus normale en tout cas que ces dernières années.»

R. V.  
Anvers

## Carte d'Objectif



Cette jolie carte postale de Philippe Geluck fait partie de la nouvelle série de cartes postales par lesquelles vous pouvez inviter vos amis et connaissances à la manifestation du 24 mars. A commander à Objectif, Rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles (02/513.83.46).

## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

**Contre qui le PTB se bat-il?** Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

**Que veut le PTB?** Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

**Le tiers monde.** Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

**L'impérialisme c'est la guerre.** La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du socialisme.** Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

**Le mouvement communiste.** Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

**Fonds de soutien.**  
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

## Adresses de contact

**Secrétariat national.** Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

## solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles  
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
<b>Belgique:</b>	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
<b>Europe:</b>	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
<b>Autres:</b>	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

\* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

## Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à  
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1120

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Age: Entreprise/Ecole:

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.  
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

## Contre la fascisation : manifestez le 24 mars

Tali Ben Salah est condamné (voir ci-contre) pour avoir exprimé son opinion à la télévision. Le jugement constitue un précédent permettant de supprimer la liberté d'expression. A l'avenir, un délégué syndical qui proteste à propos des brutalités de la gendarmerie contre des piquets de grève, comme à la Sabena, pourra être condamné sur base de ce jugement. C'est par ce genre de précédents que le fascisme progresse au sein de l'État. A l'heure actuelle, la justice et les services de police frappent avant tout les immigrés. Il est pratiquement impensable encore qu'un Belge soit condamné à un an de prison parce qu'il a protesté devant les caméras. Le fait que les immigrés soient privés de tous les droits donne aux gendarmes et aux policiers l'impression qu'ils peuvent tout se permettre. Il est impensable qu'un policier tabasse une femme belge de 79 ans et l'envoie à l'hôpital, sans que le pays entier ne s'insurge. C'est pourtant ce qui est arrivé à la grand-mère Soughir.

La communauté immigrée a très souvent peur de protester, parce qu'elle est privée de droits et risque toujours de se faire expulser. Pour arrêter la violence raciste et la fascisation, il faut que les immigrés aient les mêmes droits. Objectif appelle à manifester pour l'égalité des droits par l'octroi automatique de la nationalité belge après cinq années de résidence légale.

## Expulsé après 8 ans de résidence légale ?

Une famille burundaise, résidant légalement en Belgique depuis huit ans, risque l'expulsion. Aimé Sayunwe et sa femme Kidimu sont menacés d'expulsion. L'un vers le Zaïre, l'autre vers le Rwanda. Leurs enfants sont autorisés à rester ici. Une famille serait ainsi disloquée, peut-être à jamais. Tout ceci résulte d'une erreur administrative de l'Office des Étrangers. Le ministre SP Vande Lanotte, interpellé à la Chambre, a refusé de répondre, se limitant à déclarer qu'il s'agissait d'un cas exceptionnel. L'avocat de la famille voit les choses différemment. Il dénonce sévèrement la politique de déportation de Vande Lanotte qui veut expulser 600 personnes par mois.

Les immigrés et les réfugiés qui vivent en Belgique depuis des années ne sont donc jamais certains de conserver leur permis de séjour. Pour cette famille burundaise, le fait que la revendication d'Objectif - octroi automatique de la nationalité belge après cinq années de résidence légale - n'ait pas encore été adoptée comme loi est un véritable drame. Dans ce cas ils auraient déjà eu la sécurité de séjour depuis trois ans et leurs problèmes actuels n'auraient pas existé. (MRAX-info novembre - décembre 1995, n° 81)

## Marocain ? Embauché plus difficilement.

Voilà presque trois ans que la biscuiterie Delacre a fermé à Vilvorde. Plus de 500 ouvriers se sont retrouvés sur le pavé. Depuis, la plupart ont retrouvé un emploi. Mais la majorité des licenciés marocains sont toujours sans emploi, démontre une étude du groupe "Soutien à l'emploi, au Travail et à la Formation" de la KUL. Selon les enquêteurs, diplômes, qualification, âge et expérience professionnelle n'expliquent pas cette différence. «La question se pose : les employeurs n'adoptent-ils pas une attitude discriminatoire ? La moitié des Marocains interrogés déclarent avoir été victimes de discrimination», note un des chercheurs, Myriam De Pauw. (De Morgen, 11/01)

# Impossible d'avoir justice? Continuons à dénoncer!

Interview de l'avocat Georges-Henri Beauthier

**Avril 95, Molenbeek. Deux gendarmes abattent le jeune Turgut. Colère du quartier. Intervention massive de la gendarmerie, le «calme» revient. Tali Ben Salah déclare à la TV craindre qu'on étouffe l'enquête sur les gendarmes. Cela lui vaudra un an avec sursis pour "incitation à l'émeute". Interview de son avocat, G.-H. Beauthier...**

Patrick Pestieau

**De plus en plus de jeunes sont poursuivis pour "incitation à l'émeute"...**

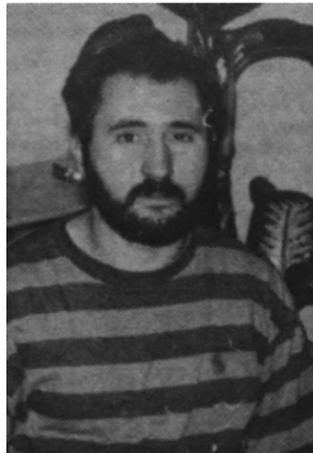
**Georges-Henri Beauthier.** Cette accusation est la grande mode. Au départ, il s'agit d'une altercation, une arrestation ou une perquisition qui se déroule mal comme l'affaire Soughir à St Josse.

Manifestement, tout le monde sait que pendant des heures, rien ne s'est passé à Molenbeek, ce 5 avril. S'il y a eu incitation, puis émeute, c'est que les forces de l'ordre quelque part ont tout fait pour que le ton monte et que finalement quelques uns en viennent à jeter des pierres.

Des incitateurs, ça peut exister («regardez, cet agent, il est seul, venez, on va l'attaquer...»). Mais ce n'est pas le cas de Tali Ben Salah. Nous l'avons prouvé devant le tribunal. Ce n'est pas parce qu'il déclare à un journaliste qu'il s'inquiète des suites de l'enquête officielle, qu'on peut lui coller une incitation à l'émeute. Il fallait que l'administration communale règle des comptes à Ben Salah, jugé trop critique quand il était gardien de parc, à la satisfaction des habitants.

Et ça c'est inacceptable. C'est un délit d'opinion maquillé. Inciter à l'émeute n'est plus un délit individuel, cela devient collectif. On passe de la répression d'une personne à celle d'un quartier.

**Au procès, on avait l'impression que vous ne pouviez plus perdre l'affaire Ben Salah, après la projection des films.**



Tali Salah, innocent mais condamné.

**Pourtant, même lui se voit condamné. Conclusions ?**

**Georges-Henri Beauthier.** Quelle que soit la volonté, bonne ou mauvaise des magistrats, on est dans un climat tel que plaider ce genre d'affaire ne sert plus qu'un seul objectif : continuer à dénoncer pareilles poursuites. Je ne m'attends plus à obtenir réparation pour Ben Salah. Il faut le dire très clairement : le dossier Ben Salah prouve qu'on ne peut obtenir justice en Belgique, face à ce type d'accusations.

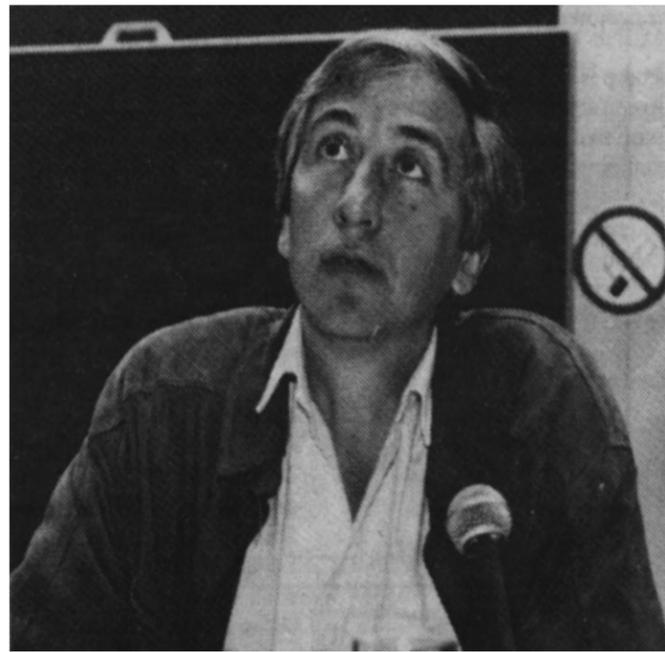
Pas que les magistrats soient corrompus, mais le climat est tel que les jeux sont pipés. Les magistrats sont confrontés à des dossiers tordus. Il y a des hommes politiques revanchards, il y a des employés communaux qui veulent régler des comptes, il y a le procès verbal a posteriori de la gendarmerie et les déclarations de policiers. Ce que les policiers disent vaut argent comptant. Alors que les images de la télé comptent pour du beurre.

«Mais tous les policiers ne mentent pas, quand même», dira-t-on. Et si ces policiers n'avaient ici qu'un seul intérêt : pour l'exemple, faire tomber Ben Salah ? Il n'y a pas eu de débat loyal. Tel que le dossier se présente à la cour, il n'y aura pas de procès équitable. Je plaiderai cela en cour d'appel, puis sans doute un jour à Strasbourg.

**«Et si des polices elles-mêmes étaient noyautés ?»**

**Comment réagissez-vous aux révélations sur les liens du commissaire Demol (Schaerbeek) avec le Front de la Jeunesse ?**

**G.H. Beauthier.** Il y a quinze ans, toute une série de parties civiles s'étaient constituées contre le Front de la Jeunesse. Nous avions plaidé que le dossier était caviardé. On n'y avait pas mis toutes les pièces. Dans ces dossiers auraient dû figurer les noms d'au moins 15 policiers et gendarmes, membres ou proches du Front de la Jeunesse (FJ). Nous avions des commencements de preuves. On m'a presque sorti en chambre du conseil, m'accusant de ne pas avoir confiance



Georges-Henri Beauthier

dans la justice de mon pays, etc. Maintenant, on accuse le commissaire Demol d'avoir eu des liens avec ce FJ, aujourd'hui dissous. On a à l'époque caché 15 à 20 noms de membres des forces de l'ordre, liés de près ou de loin, et souvent de très près, au FJ.

Toutes sortes de complicités ou de silences ont fait, il y a quinze ans, que, chaque fois, les témoignages des victimes étaient contrebalancés par des alibis des agresseurs. On savait ces alibis faux. On l'a plaidé. Sans issue, cela avait soi-disant été vérifié par la police. Et si des polices elles-mêmes étaient

noyautés ? Des policiers viennent me le dire, sous couvert de l'anonymat.

Finalement, beaucoup, même parmi les accusés envoyés en correctionnelle pour «milices privées», ont été acquittés. Impunis, ils ont continué à graviter dans les sphères de la police. Le vol d'armes au groupe Diane et les tueries du Brabant Wallon ont démarré sur l'arrière-fond des milices privées et des membres d'extrême droite. Si la justice avait eu le courage de faire la lessive à l'époque, on ne serait pas arrivé à quelques dizaines de morts ni à des dossiers sans résultat.

## Violence raciste : à Bruxelles, c'est quotidien

**Georges-Henri Beauthier.**

Je viens de plaider pour un jeune habitant un quartier "chaud". Il parlait à quel-qu'un circulant en voiture. Il n'avait strictement rien à voir avec un contrôle musclé (fréquent dans son quartier). Tout d'un coup, il s'est vu happer par un gendarme. Brutalement, on l'a amené au commissariat. Mais plus aucun policier ne se rappelle pourquoi ni comment il s'est blessé en rentrant dans la voiture de police, comment, au commissariat, il a été injurié de façon raciste, déshabillé, humilié. Cet homme dépose plainte. Quelque mois après, il n'y a plus rien dans le dossier : nul ne sait qui l'a fouillé ni déshabillé, on ne confronte personne. Ces choses arrivent tous les jours à Bruxelles. On cou-

vre, comme si les policiers n'avaient pas à être inquiétés. Des étrangers commettent des délits et on les punit. Des policiers commettent aussi des délits, mais on ne les punit pas. Dans certains corps de police, on n'estime même plus que des violences, des détentions arbitraires, des déshabillages humiliants, des actes de racisme sont des bavures. Quand quelqu'un a le courage de déposer plainte, le dossier est vite classé. Quelques semaines plus tard, la personne est poursuivie pour rébellion. Avec la "preuve" que son dossier à lui ne représente rien puisqu'il a été classé sans suite ou avec un non-lieu en faveur des policiers. Pour ce jeune et tant d'autres, vous avez dit "justice" ?